

GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
MICROFINANCE FOUNDATION



RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2013



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

— AU SERVICE DES PRÊTEURS D'ESPOIR —

— PROVIDING HOPE THROUGH LENDING —

2013

04

**Le mot
du Président**
Foreword by
the Chairman

06

**Message du
Délégué Général**
Message from the
Managing Director

08

Les Fondateurs
The Founders

09

La Fondation
The Foundation

10

Notre gouvernance
Our governance

14

Notre organisation
Our organisation

16

Notre offre
Our offer

18

**Nos procédures /
nos outils**
Our process /
Our tools

19

**Notre approche
du risque et de la
conformité**
Our approach to the risk
and the compliance

21

Nos résultats
Our results

24

Le microcrédit
Microcredit

27

Notre assistance technique
Our technical assistance

29

**La microassurance
agricole**
Agricultural
microinsurance

32

Le Social Business
Social Business

39

**La Fondation,
un acteur engagé**
The Foundation,
a committed actor

41

**Notre performance
sociale**
Our social performance

42

**Notre approche de la
performance sociale
en microfinance**
Our approach to social
performance in the
microfinance field

46

**Notre approche de la
performance sociale
en Social Business**
Our approach to social
performance in the Social
Business field

49

Nos états financiers
Our financial
statements

50

**Rapport du Réviseur
d'entreprises**
Report of the Réviseur
d'entreprises

52

Bilan / Balance sheet

54

Notes aux comptes
Notes to the financial
statements



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

LES CHIFFRES CLE DE LA FONDATION

The Foundation's key figures

31/12/2013

MONTANT DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS

Value portfolio commitments

EUR **21 035 122**

29%

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
Sub-Saharan Africa

26%

EUROPE ET ASIE CENTRALE
Eastern Europe and Central Asia

2%

MOYEN ORIENT & AFRIQUE DU NORD
Middle East and North Africa

32%

ASIE DU SUD & DU SUD-EST
South and South-East Asia

11%

EUROPE OCCIDENTALE
Western Europe

31

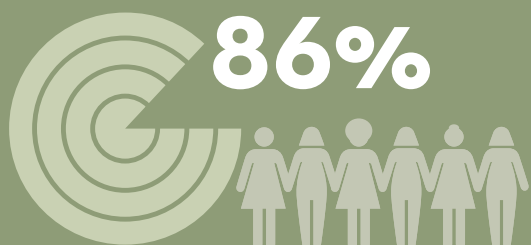
IMF soutenues
Supported MFIs

2 025 591

personnes financées par les
IMF partenaires
people funded by partner MFIs

343 EUR

Montant du prêt moyen
des IMF soutenues
Average loan amount
of supported MFIs



FEMMES SOUTENUES
WOMEN SUPPORTED



10 SOCIAL
BUSINESS

SOUTENUS / SUPPORTED



CLIENTS EN
ZONE RURALE
CUSTOMERS
IN RURAL AREAS

ACTIVE
DANS

ACTIVE
IN

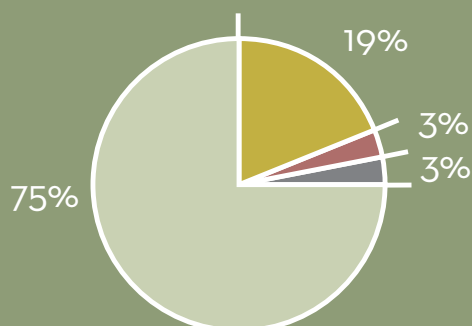
22*

PAYS
COUNTRIES



* Y compris le Fonds
TCX au Pays-Bas /
Including the TCX Fund
in the Netherlands

Répartition par instruments
Breakdown by instruments



- Prêt Senior / *Senior Loan*
- Prise de participation / *Stake*
- Compte courant / *Current account*
- Garantie / *Guarantee*



INVESTISSEMENT EN
MONNAIE LOCALE
INVESTMENT IN
LOCAL CURRENCY

Le mot du Président Foreword by the Chairman

Les Nations Unies ont décrété l'année 2014, année de l'agriculture familiale. L'action menée depuis 6 ans par la Fondation Grameen Crédit Agricole s'inscrit résolument dans cet axe privilégié de développement.

The United Nations declared 2014 International Year of Family Farming. The action carried out for six years now by the Grameen Crédit Agricole Foundation firmly follows this priority field of development.



JEAN-MARIE SANDER

A l'approche de l'échéance de 2015 pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les estimations produites par la Banque Mondiale confirment que l'objectif de réduction de la pauvreté de moitié a été atteint 5 ans avant le terme de 2015 : dans les pays en développement, 47% de la population vivait avec moins de 1,25 dollar par jour en 1990, en 2010 ce taux s'est abaissé à 22%.

Ce recul de la pauvreté mondiale est toutefois très inégal suivant les régions du monde. Particulièrement marqué en Chine, il n'a été que de 8% en Afrique subsaharienne, région où vivent plus de 30% des pauvres à l'échelle mondiale.

Il nous faut donc redoubler d'efforts pour éradiquer la pauvreté, avec une forte priorité accordée à l'Afrique, et un accent particulier mis sur l'agriculture.

Pour accompagner un plus grand nombre d'institutions de microfinance à vocation agricole et rurale en Afrique sub-saharienne, la Fondation a conçu et lancé en 2013, en coopération avec l'Agence Française de Développement, un dispositif innovant : la « Facilité Africaine de décollage », qui combine financement et assistance technique. L'objectif est d'intervenir en trois ans auprès de vingt Institutions de Microfinance à vocation agricole et rurale. Dès le mois de juin 2013, un dispositif opérationnel a été mis en place et au 31 décembre sept projets ont d'ores et déjà été approuvés.

La Fondation poursuit en outre son action pour faire bénéficier les petits producteurs agricoles d'une assurance perte de récolte contre les risques naturels, qui soit adaptée à la taille de leur exploitation. Ainsi, elle participe aux côtés de Planet-Guarantee au projet Assurance Récolte Sahel déployé dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest.

La Fondation développe également son action dans le champ du Social Business, en prenant des participations minoritaires au capital d'entreprises dont la raison d'être est de donner aux plus pauvres accès à des biens et produits essentiels ou de construire des chaînes de valeur inclusive au bénéfice des petits producteurs agricoles. Là aussi, la priorité est donnée à l'Afrique et à l'agriculture.

As we approach the 2015 deadline for achieving the Millennium Development Goals (MDGs), the estimates produced by the World Bank confirm that the goal of halving poverty was reached five years ahead of time: in developing countries, 47 % of the population lived on less than \$ 1.25 a day in 1990; the proportion below that threshold fell to 22% in 2010.

However, this reduction in global poverty is very uneven across regions of the world. Particularly noticeable in China, the reduction was only 8% in Sub-Saharan Africa, where over 30% of the world's poor live.

We must therefore redouble our efforts to eradicate poverty, with a high priority given to Africa, and a special focus on agriculture.

To assist a greater number of agricultural and rural microfinance institutions in Sub-Saharan Africa, the Foundation has developed and launched in 2013 an innovative programme, in partnership with the French Development Agency (AFD): "The Take-off Facility for microfinance in Africa", which combines funding and technical assistance. The goal is to provide assistance to 20 agricultural and rural MFIs in three years. The programme has been operational since June and as of 31 December 2013, seven projects had already been approved.

The Foundation is also continuing its work to ensure that small farmers benefit from crop loss insurance against natural hazards, adapted to the size of their farms. The Foundation thus participates alongside Planet-Guarantee, to the Harvest Insurance Sahel project deployed in four West-African countries.

The Foundation also develops its activities in the field of Social Business, by taking minority participations in companies whose principal purpose is to give the poor access to essential goods and products or build inclusive value chains for the benefit of small farmers. There again, priority is given to Africa and agriculture.

Message du Délégué Général

Message from the Managing Director

La Fondation Grameen Crédit Agricole apporte sa contribution à la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement en finançant et en accompagnant des institutions de microfinance et des entreprises de social business, qui placent cette lutte au cœur de leur mission sociale et de leur modèle économique. L'année 2013 a enregistré de nouvelles avancées sur tous les fronts où la Fondation a décidé de jouer un rôle pionnier.

The Grameen Crédit Agricole Foundation contributes to the fight against poverty in developing countries by financing and supporting microfinance institutions and social businesses that place this struggle at the heart of their social mission and their business model. The year 2013 saw further progress on all fronts where the Foundation has decided to play a pioneering role.

MICROFINANCE

Les principaux indicateurs d'activité de la Fondation au 31 décembre 2013 reflètent son positionnement spécifique, tant au plan géographique en faveur de l'Afrique, que sectoriel en faveur de l'agriculture et du milieu rural. A cette date, la Fondation est active auprès de 31 institutions de microfinance dans 18 pays, dont la moitié se situe en Afrique Sub-saharienne. L'ensemble des IMF partenaires de la Fondation compte 2 millions d'emprunteurs actifs, dont 86% sont des femmes et 83% vivent en zone rurale.¹ Ces chiffres sont à rapprocher de ceux observés en moyenne dans les institutions financées par les fonds d'investissement spécialisés en microfinance, qui comptent 68% de femmes et 50% de bénéficiaires en zone rurale.

La Fondation accorde la plus grande importance à un ciblage sur les institutions partenaires des populations les plus pauvres, ce que reflète le montant moyen du microcrédit accordé, qui s'élève à 343 Euros, un montant six fois plus faible que celui observé chez les IMF financées par des fonds d'investissement spécialisés.

La Fondation s'attache de plus à proposer exclusivement des financements qui n'exposent pas les IMF partenaires, ni leurs clients, à un risque de change. Ce défi, rendu encore plus difficile en période de volatilité des monnaies, a pu être relevé en 2013, grâce en particulier à une coopération étroite avec le Fonds hollandais TCX.

MICROASSURANCE

La mise à disposition des petits paysans d'assurances agricoles adaptées à la taille modeste de leur exploitation constitue pour la Fondation un axe important qui a été décliné en 2013 en initiatives de recherche, en partenariat avec la Fondation FARM et Pacifica, de vulgarisation, dans le cadre du Réseau International de micro-assurance, et d'expérimentation en coopération avec Planet Guarantee. Le projet Assurances Récolte Sahel a permis à 18 000 petits producteurs en Afrique de l'Ouest de bénéficier d'une protection de leurs récoltes contre les aléas climatiques.

SOCIAL BUSINESS

Au 31 décembre 2013, la Fondation est actionnaire de dix entreprises de social business. Ces entreprises font de l'accès des plus pauvres aux produits et services essentiels leur mission fondamentale, dans des domaines aussi divers que l'alimentation, l'eau potable, la culture ou les services financiers. La Fondation poursuit ses efforts pour coaliser autour d'elle des investisseurs socialement motivés qui partagent la vision de Social Business développée par le Professeur Yunus. C'est l'objet du Fonds Grameen Crédit Agricole, un fonds d'investissement spécialisé pionnier qui a reçu en 2013 le visa de l'Autorité des marchés financiers du Luxembourg. La Fondation s'est engagée à souscrire elle-même 20% du Fonds et à cet effet prévoit de transférer au Fonds son portefeuille de participations dans des entreprises de social business.

PLAIDOYER

La Fondation prend une part active aux plateformes et réseaux spécialisés en vue de promouvoir une approche de la microfinance et du social business, qui soit fondée sur des valeurs de responsabilité et de solidarité. En 2013, la Fondation a été également très présente en France lors des Assises du Développement et de la Solidarité Internationale organisées par le Ministre Délégué au Développement, et plus récemment dans le cadre du groupe français de la task Force du G 8 sur l'impact investing, sous l'égide du Ministre délégué à l'économie sociale et solidaire. Elle a également participé activement aux rencontres internationales organisées à l'initiative du Professeur Yunus à l'occasion du Social Business Day à Dacca et dans le cadre du Global Social Business Summit à Kuala-Lumpur.

Cet ensemble d'activités, que met en œuvre une équipe de près de 20 spécialistes, fait de la Fondation Grameen Crédit Agricole un acteur unique dans le monde du développement, œuvrant sous la double contrainte d'une mission sociale exigeante et d'une gestion prudente.

1. chiffres au 31 décembre 2013


 A portrait of Jean-Luc Perron, a middle-aged man with grey hair and glasses, wearing a dark jacket over a white shirt and a pink tie. The background is a soft-focus landscape with green and brown tones.

JEAN-LUC PERRON

MICROFINANCE

Key indicators of the Foundation's activity as of 31 December, 2013 reflect its unique positioning, both geographically in support of Africa, and sectorally in support of agriculture and rural communities. At that time, the Foundation was working with 31 microfinance institutions in 18 countries, half of which are located in Sub-Saharan Africa. All MFIs partner of the Foundation have 2 million active borrowers, 86% of whom are women and 83% live in rural areas.¹ These figures should be compared with those observed on average in the institutions financed by microfinance investment funds, which have 68 % of women and 50% of beneficiaries in rural areas.

The Foundation attaches great importance to a focus on institutions that partner with the poorest populations, which is reflected by the average amount of microcredit, which amounts to €343, an amount six times lower than that observed in MFIs financed by specialised investment funds.

The Foundation is committed to only offering funding that does not expose the partner MFIs or their customers to a currency risk. This challenge, complicated even further in periods of currency volatility, has been identified in 2013, in particular through close cooperation with the Dutch TCX Fund.

MICROINSURANCE

The provision of agricultural insurance adapted to the small size of small farmers' operations is, for the Foundation, an important focus which was declined in 2013 into research initiatives conducted in partnership with FARM Foundation and Pacifica, outreach initiatives, within the framework of the International Microinsurance Network, and experimentation initiatives conducted in partnership with Planet Guarantee. The Harvest Insurance Sahel project has allowed 18,000 small farmers in West Africa to benefit from protection of their crops against weather hazards.

SOCIAL BUSINESS

At December 31, 2013, the Foundation maintains minority ownership in ten social businesses. For these businesses, the access of the poorest to essential goods and services in areas as diverse as food, drinking water, culture or financial services is their fundamental mission. The Foundation pursues its efforts to coalesce socially motivated investors who share the Social Business vision developed by Professor Yunus. This is the purpose of the Grameen Crédit Agricole Fund, a specialised pioneer investment fund that received the visa of the Autorité des marchés financiers of Luxembourg in 2013. The Foundation is committed to subscribe 20% of the Fund and to this end plans to transfer to the Fund its portfolio of investments in social businesses.

ADVOCACY

The Foundation takes an active part in platforms and specialised networks to promote an approach to microfinance and social business based on the values of responsibility and solidarity. In 2013, the Foundation was also very active in France at the conference on International Development and Solidarity organised by the Deputy Minister for Development, and more recently in the G8 Task Force French group on impact investing, under the auspices of the Minister for social and solidarity economy. It has also actively participated in international meetings organised at the initiative of Professor Yunus on the occasion of the Social Business Day in Dhaka and within the framework of the Global Social Business Summit in Kuala Lumpur.

This set of activities, implemented by a team of around 20 experts, has made the Grameen Crédit Agricole Foundation a unique player in the developing world working under the double constraint of a demanding social mission and a prudent management.

1. Figures as of 31 December, 2013

Les Fondateurs The Founders

Pr. Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, Executive Trustee de Grameen Trust et Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., Président de la Fondation Grameen Crédit Agricole.

Pr. Yunus, Nobel Peace Prize Laureate 2006, Executive Trustee of Grameen Trust and Jean-Marie Sander, Chairman of Crédit Agricole S.A., Chairman of Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation.



GRAMEEN TRUST

Créé en 1989, GRAMEEN TRUST diffuse le modèle Grameen de microfinance dans le monde : 149 projets ont été soutenus dans 39 pays. Fondée en 1983, la Grameen Bank (banque des villages) a développé au Bangladesh le modèle de référence de la microfinance et a reçu à ce titre avec le Professeur Yunus le Prix Nobel de la Paix en 2006. Elle compte 8,5 millions d'emprunteurs au 31 décembre 2013, dont 96% sont des femmes, et est présente dans plus de 81 300 villages du Bangladesh. Outre Grameen Bank, une famille complète d'entreprises Grameen, conçues comme des social business, se donne pour mission de donner aux plus pauvres accès à la technologie, l'énergie, l'eau potable, l'alimentation, l'éducation et aux soins médicaux.

Created in 1989, the GRAMEEN TRUST has replicated the Grameen Bank model around the world: 149 projects have been supported in 39 countries. Founded in 1983, the GRAMEEN BANK ("the bank of the villages") established the standard for microfinance in Bangladesh and was awarded, together with Professor Yunus, the Nobel Peace Prize in 2006. At 31 December 2013, it served 8.5 million borrowers, of whom 96% were women, and was implemented in 81,300 villages in Bangladesh. In addition to the Grameen Bank, Grameen has developed a comprehensive family of social businesses that aim to provide the poorest with access to technology, energy, education and health care.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Le groupe CRÉDIT AGRICOLE est né en France à la fin du 19ème siècle de l'initiative de paysans désireux d'échapper à l'emprise des usuriers et des propriétaires fonciers et d'avoir accès à des financements adaptés pour leurs récoltes et leurs équipements en se regroupant en sociétés locales de crédit agricole mutuel. Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, de ses 150 000 collaborateurs et 31 000 administrateurs des Caisses locales et régionales, le groupe Crédit Agricole est aujourd'hui une banque responsable et utile, au service de 49 millions de clients, 7,4 millions de sociétaires et 1,2 million d'actionnaires.

The CRÉDIT AGRICOLE group was born in France in the late 19th century on the initiative of farmers eager to escape the clutches of moneylenders and landowners and to have access to adequate financing for their crops and equipment by gathering together in local mutual agricultural credit companies. Benefiting from its mutual and cooperative foundations, from its 150,000 staff and 31,000 directors of the local and regional banks, the Crédit Agricole group is today a responsible and helpful bank, serving 49 million customers, 7.4 million members and 1.2 million shareholders.

LA FONDATION THE FOUNDATION



NOTRE MISSION



OUR MISSION

La Fondation a pour mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, par le développement et l'encouragement d'initiatives locales de microfinance et d'entreprises de « Social Business » dans les pays en développement ou émergents.

The Foundation's mission is to contribute to the fight against poverty in the world by developing and encouraging local microfinance initiatives and social business companies in developing countries and emerging markets.



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

Notre Gouvernance / Le Conseil d'Administration Our Governance / The Board of Directors

La Fondation est administrée par un Conseil composé de 12 membres
The Foundation is administered by a Board composed of 12 members



JEAN-MARIE SANDER
Président de Crédit Agricole SA,
Président de la Fondation
Chairman of Crédit Agricole SA,
Chairman of the Foundation
France



**S.A.R. LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG**
H.R.H. The Grand Duchess of
Luxembourg / Luxembourg



PR. MUHAMMAD YUNUS
Prix Nobel de la Paix 2006,
Fondateur de Grameen Bank
2006 Nobel Peace Prize laureate,
Founder of Grameen Bank
Bangladesh



PR. HUZZATUL ISLAM LATIFEE
Directeur Général de Grameen Trust et
Vice-Président de la Fondation
Managing Director of Grameen Trust and
Vice-Chairman of the Foundation
Bangladesh



M. SHAHJAHAN
Directeur Général par intérim de
Grameen Bank
Acting General Director of
Grameen Bank
Bangladesh



PIERRE DEHEUNYNCK
Directeur des Ressources Humaines
Crédit Agricole S.A.¹
Head of Human Resources at Crédit
Agriculture S.A.¹
France



RAPHAËL APPERT
Directeur Général de la Caisse Régionale
de Crédit Agricole Centre-Est
Managing Director of the Caisse
Régionale de Crédit Agricole Centre-Est
France



YVES COUTURIER
Ancien Secrétaire Général de la
Fédération Nationale du Crédit Agricole²
Former General Secretary of the
Fédération Nationale du Crédit Agricole²
France



SOUKEYNA NDIAYE BÂ
Directrice Exécutive de la Fondation INAFI,
et ancienne Ministre de la Coopération
décentralisée du Sénégal
General Manager of INAFI, former
Minister of Decentralised Cooperation
Sénégal / Senegal



CHRISTIAN TALGORN
Président de la Caisse Régionale de
Crédit Agricole du Morbihan et Président
du Groupement européen des Banques
coopératives
Chairman of the Caisse Régionale
de Crédit Agricole du Morbihan and
Chairman of the European Association
of Co-operative Banks
France



JEAN-MICHEL SEVERINO
Ancien Directeur Général de l'AFD, gérant
d'Investisseurs et Partenaires (I&P), ancien
Vice-Président de la Banque Mondiale
Former Managing Director of the French
Development Agency (AFD), manager of
Investisseurs et Partenaires (I&P), former
Vice-President of the World Bank
France



BEATRIZ ARMENDARIZ
Professeur d'économie à l'université
Harvard
Lecturer in Economics at Harvard
University
México / Mexico

1. Qui a remplacé Agnès de Clermont-Tonnerre, Directrice des Affaires Générales LCL (France) en septembre 2013 / Replaced Agnès de Clermont-Tonnerre, Head of LCL's General Affairs (France) in September 2013.
2. Remplacé à compter de février 2014 par Bernard Lepot, ancien Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées / Replaced as of February 2014 by Bernard Lepot, former Managing Director of the Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Notre Gouvernance / Les Comités de la Fondation

Our Governance / Foundation's Committees



LUXEMBOURG



MONTRouGE

Le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises durant l'année 2013 : le 4 mars au Luxembourg et le 25 septembre à Montrouge au siège de Crédit Agricole S.A.

The Board of Directors met twice during the year: 4 March in Luxembourg and 25 September in Montrouge, at Crédit Agricole's head office.

« La Fondation Grameen Crédit Agricole occupe une place à part dans le monde des acteurs du développement. Sa dotation initiale de 50 millions d'Euros, son adossement au Crédit Agricole et son alliance avec le Professeur Yunus lui permettent de jouer un rôle très actif de défricheur sur le terrain déjà bien parcouru de la microfinance et celui plus nouveau du social business, tout en nouant des partenariats avec d'autres acteurs qui ont un positionnement différent mais partagent les mêmes valeurs. Je suis heureux de participer à cette belle aventure.

The Grameen Crédit Agricole Foundation enjoys unique status among development actors. Its initial endowment of €50 million, the backing of Crédit Agricole and its alliance with Professor Yunus enable it to play a very active role as a pioneer in the field of microfinance and the newest field of social business, while developing partnerships with other actors who have a different position but share the same values. I am pleased to be part of this great adventure. »

Administrateur de la Fondation
Director of the Foundation



JEAN-MICHEL SÉVÉRINO

**Le Conseil d'administration de la Fondation a formé en son sein deux comités spécialisés :
The Board of Directors of the Foundation has created two specialised committees:**

**COMITÉ DE
PROJETS
PROJECTS
COMMITTEE**

Le Comité de Projets a pour mission de statuer sur les propositions de financement d'institutions de microfinance et d'entreprises de social business. En 2013, les membres étaient : Raphaël Appert, Président, Pr Latifee, Yves Couturier et Jean-Luc Perron. Ils se sont réunis à 7 reprises et ont approuvé 30 financements. Le montant cumulé des opérations approuvées en 2013 s'est élevé à 14,479 millions d'euros.

The role of the Projects Committee is to make decisions on financing proposals for microfinance institutions and social businesses. In 2013, it was composed of Raphaël Appert, Chairman, Pr Latifee, Yves Couturier and Jean-Luc Perron. It met seven times in 2013 and approved 30 financing proposals. The total value of approved operations in 2013 amounted to €14,479,000.

« Le Comité de Projets de la Fondation a été particulièrement actif en 2013. Son rôle ne se limite pas à examiner les propositions d'investissement que lui soumet l'équipe de la Fondation. Il est aussi de suivre la qualité du portefeuille et de réfléchir à de nouvelles approches permettant à la Fondation d'aller plus loin dans sa mission sociale, sans dégrader son profil de risque. La Facilité africaine de décollage en est un bon exemple. Le temps que je consacre au Comité de Projets est largement compensé par l'ouverture qu'il m'apporte sur le monde et par le rappel constant qu'il n'est d'économie et de finance qui vaillent qu'au service de l'homme.

The Projects Committee of the Foundation has been particularly active in 2013. Its role is not limited to reviewing investment proposals of the Foundation team. It also monitors the quality of the portfolio and considers new approaches for the Foundation to go further in pursuing its social mission, without degrading its risk profile. The Take-off Facility for microfinance in Africa is a good example of this social mission. The time I devote to the Projects Committee is largely compensated for by the openness to the world it brings me and the constant reminder that economics and finance are worth only if used for the good of humankind. »

**Administrateur de la Fondation,
Président du Comité de Projets
Director of the Foundation
Chairman of the Projects Committee**

RAPHAËL APPERT



**COMITÉ D'ETHIQUE,
DE LA CONFORMITÉ
ET DE L'AUDIT**
**ETHICS,
COMPLIANCE AND
AUDIT COMMITTEE**

Ce comité a pour mission de veiller au respect par la Fondation, ses administrateurs, son personnel et ses agents de la charte éthique de la Fondation, de recommander l'adhésion de la Fondation à tout code de conduite ou déclaration de principes, de s'assurer de la sincérité des comptes et de la conformité des opérations. En 2013, le Comité était constitué de trois administrateurs: Agnès de Clermont-Tonnerre, Présidente, Pr Latifée et Christian Talgorn. Le Comité s'est réuni une fois durant l'année.

This committee is responsible for ensuring compliance by the Foundation, its directors, employees and agents with the Code of Ethics of the Foundation, recommending the Foundation's backing for any ethics charter, code of conduct or statement of principles proposed either by public organisations or by microfinance organisations, and ensuring the accuracy of the accounts and the conformity of the operations. In 2013, the Committee consisted of three directors: Agnès de Clermont-Tonnerre, Chairman, Prof. Latifée and Christian Talgorn. The Committee met one time during the year.

« Depuis la création de la Fondation en septembre 2008, j'ai participé à plus de 50 réunions de son conseil d'administration, de ses comités spécialisés et de ses groupes de travail. C'est dire l'intensité et la qualité de la coopération entre Grameen Trust et la Fondation. L'équipe de la Fondation allie un haut degré de professionnalisme et un engagement très fort au service de sa mission sociale. Il reste tant à faire pour éliminer la pauvreté de la surface de la Terre ! »

"Since the inception of the Foundation in September 2008, I have attended over 50 meetings of its Board of Directors, its committees and its working groups. That is indicative of the intensity and quality of cooperation between Grameen Trust and the Foundation. The Foundation's team combines a high degree of professionalism and a strong service commitment to its social mission. There is so much yet to be done to eradicate poverty from the world!"

**Vice-Président de la Fondation, membre du
Comité de Projets et du Comité d'éthique,
de la conformité et de l'audit**
**Vice-President of the Foundation, member
of Projects Committee and of the Ethics,
Compliance and Audit Committee**



PROFESSEUR LATIFÉE

Notre organisation Our Organisation

Le Délégué Général The Managing Director

Jean-Luc Perron a été nommé Délégué Général de la Fondation lors du 1er Conseil d'administration de la Fondation le 4 octobre 2008. Le Délégué Général est chargé d'assurer la gestion journalière de la Fondation et participe au Conseil d'administration où il dispose d'une voix consultative

Jean-Luc Perron was appointed Managing Director of the Foundation during the first Board of Directors meeting on 4 October 2008. The Managing Director is in charge of the day-to-day management of the Foundation and takes part in the Board of Directors meetings in a consultative capacity.



L'équipe de la Fondation The Foundation's team



Au 31 décembre 2013, l'équipe de la Fondation était composée de 19 personnes et organisée en 4 pôles :

As of 31 December 2013, the Foundation team was composed of 19 persons and organised into 4 units:

PÔLE DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE DEVELOPMENT AND TECHNICAL ASSISTANCE UNIT

Dirigé par **Philippe Guichandut**, en charge de la prospection, de l'identification des IMF, et de la communication, ainsi que de l'offre d'assistance technique.

Headed by **Philippe Guichandut**, responsible for seeking out and identifying microfinance institutions, for communication as well as for technical assistance services.

DÉVELOPPEMENT

- ORIGINATION
- SUIVI DES IMF
- MICRO-ASSURANCE AGRICOLE

ASSISTANCE TECHNIQUE

- CONSEIL
- ECHANGE MEILLEURES PRATIQUES

FACILITE AFRICAINE

COMMUNICATION

- OUTILS DE COMMUNICATION
- EVÉNEMENTIEL

DEVELOPMENT

- ORIGINATION
- MFIS MONITORING
- AGRICULTURAL MICROINSURANCE

TECHNICAL ASSISTANCE

- ADVISORY
- EXCHANGE OF BEST PRACTICES

AFRICAN TAKE-OFF FACILITY

COMMUNICATION

- COMMUNICATION TOOLS
- EVENTS

PÔLE INVESTISSEMENT INVESTMENT UNIT

Dirigé par **Jürgen Hammer**, en charge de l'offre de financement, de l'analyse financière et sociale approfondie des IMF et de la présentation des dossiers aux instances décisionnaires.

Headed by **Jürgen Hammer**, responsible for financing products and services, detailed analysis of microfinance institutions and referral of potential investments to the decision-making bodies.

ANALYSE FINANCIÈRE

- ANALYSE DE LA PERFORMANCE SOCIALE
- DUE DILIGENCE
- DOSSIER D'INVESTISSEMENT
- MONITORING DU PORTEFEUILLE

FINANCIAL ANALYSIS

- SOCIAL PERFORMANCE ANALYSIS
- DUE DILIGENCE
- INVESTMENT PROPOSAL
- PORTFOLIO MONITORING

PÔLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER ADMINISTRATION AND FINANCE UNIT

Dirigé par **Pascal Webanck**, en charge de la gestion financière et de l'administration des opérations de la Fondation.

Headed by **Pascal Webanck**, responsible for the financial and administrative management of the Foundation.

GOUVERNANCE DE LA FONDATION

BUDGET / CONTRÔLE DE GESTION

TRÉSORERIE

MIDDLE-OFFICE

CONTRÔLES PERMANENTS

CONFORMITÉ

RESSOURCES HUMAINES

ADMINISTRATION

FOUNDATION'S GOVERNANCE

BUDGET / MANAGEMENT CONTROL

CASH FLOW

MIDDLE-OFFICE

PERMANENT CONTROLS

COMPLIANCE

HUMAN RESOURCES

ADMINISTRATION

PÔLE SOCIAL BUSINESS SOCIAL BUSINESS UNIT

Dirigé par **Jean-Luc Perron**, en charge du développement de l'activité Social Business et du lancement du Grameen Crédit Agricole Fund.

Headed by **Jean-Luc Perron**, responsible for developing the Social Business activity and for launching the Grameen Crédit Agricole Fund.

CONCEPTION, INGÉNIERIE, PLACEMENT DU FONDS SB

SÉLECTION, ANALYSE, NÉGOCIATION, SUIVI DES INVESTISSEMENTS SB

DESIGN, ENGINEERING, SB FUND'S INVESTMENT STRATEGY

SELECTION, ANALYSIS, NEGOTIATION, MONITORING OF SB INVESTMENTS.

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Banque dépositaire en charge du back office et de la comptabilité.
Depositary bank in charge of the back office and the accounting.

Notre offre / Our offer

La Fondation offre une gamme complète de services de financement en faveur des IMF et des entreprises de Social Business qui répondent à ses critères et s'inscrivent dans une volonté de nouer des partenariats durables. Elle offre aussi, au cas par cas, une assistance technique pour aider l'institution partenaire à améliorer son organisation, ses procédures ou ses méthodologies.

The Foundation provides a full range of financing services to MFIs and Social Business companies that meet its criteria and that are committed to building lasting partnerships. It also provides, on a case-by-case basis, technical assistance to help the partner institution to improve its organisation, procedures or methodologies.

Prêts senior Senior Loans

La Fondation offre des prêts à moyen et long terme (jusqu'à 7 ans) en devises locales, en EUR ou en USD, adaptés aux besoins de ses partenaires et s'efforce de leur éviter une exposition au risque de change.

The Foundation offers medium and long-term loans (up to 7 years) in local currencies, in EUR and in USD, adapted to its partners' needs and endeavours to have them avoid exposure to foreign exchange risk.

GRAINE

est une IMF burkinabée qui a commencé ses activités dans le cadre d'un projet de CRS (Catholic Relief Service) en 2000. En 2006, Graine a été officiellement enregistrée en tant que SARL détenue par OCADES (Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité – Burkina) et CRS. Aujourd'hui l'institution opère grâce à 2 agences (Borome et Bogandé) et couvre 14 régions parmi les plus pauvres du pays. A fin 2013 Graine avait un portefeuille équivalent à 2.6 millions d'euros et offrait des services financiers à 29 424 clients, uniquement des femmes, dont 84% vivent au milieu rural.

En 2012, la Fondation a accepté de financer Graine sous la forme d'un prêt en monnaie locale (FCFA) équivalent à EUR 382 000 pour une durée de 2 ans et demi dont 1 an de période de grâce.



is an MFI of Burkina Faso, which began its activities within the framework of a CRS (Catholic relief Service) project launched in 2000. In 2006 Graine was officially registered as a limited liability company owned by OCADES (Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité – Burkina) and CRS. Today the institution operates through two branches (Borome and Bogandé) and covers 14 regions among the poorest in the country. At the end of 2013 Graine had a portfolio equivalent to € 2.6 million and provided financial services to 29,424 customers, all of them women of whom 84% live in rural areas.

In 2012, the Foundation agreed to fund Graine with a loan in local currency (FCFA) equivalent to € 382,000 for a two and a half year-period, with a one year grace period.

Garanties Guarantees

La Fondation propose des garanties partielles permettant à ses partenaires de se financer à moyen et long terme, sans risque de change, auprès des banques locales.

The Foundation offers partial guarantees enabling its partners to obtain medium and long-term financing without having to assume foreign exchange risks with local banks.

MBK

est une IMF indonésienne qui a commencé ses activités de microfinance en 2003 selon une méthodologie de prêt inspirée du modèle Grameen. Cette institution cible exclusivement les femmes pauvres dont les revenus et ceux de leurs familles sont inférieurs à EUR 25 par personne et par mois. Aujourd'hui l'institution opère à travers 214 agences et couvre 4 régions du pays. A fin 2013 MBK avait un portefeuille équivalent à 31,9 millions d'euros et offrait des services financiers à 322 728 femmes vivant en milieu rural.

La Fondation, par le biais de CA-CIB, a accordé en 2011 à MBK une garantie bancaire à hauteur de 50% pour un prêt de 50 milliards de roupies indonésiennes (soit 2 millions d'euros) sur 2,5 ans. MBK a été la première IMF à bénéficier d'un prêt garanti par une Stand-by Letter of Credit émise à la demande de la Fondation.



is an Indonesian MFI that began its microfinance activities in 2003 using the Grameen Bank loan methodology. This institution exclusively targets poor women whose income and those of their families are less than € 25 per person per month. Today the institution operates through 214 branches and covers 4 regions. At the end of 2013, MBK had a portfolio equivalent to € 31.9 million and provided financial services to 322,728 women living in rural areas.

In 2011, the Foundation, through CA-CIB, provided a bank guarantee to MBK covering 50% of a 50 billion rupiah loan (equivalent to € 2 million) over a two and a half-year period. MBK was the first MFI to receive a loan secured by a Stand-by Letter of Credit issued at the request of the Foundation.

Assistance Technique Technical Assistance

La Fondation contribue au renforcement des capacités de ses partenaires grâce à une assistance technique adaptée.

The Foundation contributes to the capacity building of its partners through suitable technical assistance.

RENACA (RÉSEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGEOISES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AUTOGÉRÉES)

est un réseau béninois mutualiste créé en 2005 afin d'institutionnaliser les activités de microfinance de CBDIBA (Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base), une ONG locale. Il encourage ses membres à épargner. Ces dépôts servent à alimenter une caisse commune, qui constitue une base pour l'octroi de crédits aux petits producteurs afin que ceux-ci puissent développer leurs activités. A fin décembre 2013, RENACA comptait 83 927 sociétaires et enregistrait un encours de crédit de 5,4 millions d'euros. L'institution octroie des crédits à court et moyen terme dans 6 régions à travers 32 CAVECA (Caisses d'épargne et de crédit).

En 2013, la Fondation a accepté de financer RENACA sous la forme d'un prêt en monnaie locale (FCFA) équivalent à 488 000 EUR pour une durée de 3 ans. Ce financement a été fait dans le cadre de la Facilité Africaine et la Fondation a prévu un programme d'assistance technique sur cinq sujets : renforcement de la structure organisationnelle, gestion du système d'information, gestion administrative et comptable, amélioration de l'offre et du positionnement de l'IMF et renforcement de l'audit interne.



is a Beninese mutual network established in 2005 to institutionalise the microfinance activities of CBDIBA (Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base), a local NGO. It encourages its members to save. These deposits are used to supply a common fund, which is a basis for lending to small producers so they can grow their business. At end of December 2013, RENACA had 83,927 members and recorded outstanding loans of € 5.4 million. The institution grants loans in the short and medium term in six regions across 32 CAVECA (Savings and Credit Unions).

In 2013, the Foundation agreed to fund Renaca in the form of a loan in local currency (FCFA) equivalent to € 488,000 for a three-year period. This funding was part of the Take-off Facility for Microfinance in Africa and the Foundation has planned a technical assistance programme on five areas: strengthening of the organisational structure, information system management, administration and accounting, improvement of the offer and positioning of the MFI and strengthening of the internal audit.

Fonds propres Equity

La Fondation prend des participations minoritaires au capital d'entreprises de social business pour accompagner leur développement.

The Foundation takes minority equity stakes in social business companies in order to support their business development.

PHARE PERFORMING SOCIAL ENTERPRISE (PPSE)

est née en 2013 de la réussite sociale et commerciale de Phare Ponleu Selpak Association (PPSA), une ONG cambodgienne qui depuis 1994

donne à des enfants en grande précarité l'accès à une instruction conventionnelle et à une éducation artistique. PPSE est une entreprise sociale pionnière au Cambodge qui crée, produit et diffuse des spectacles vivants et d'autres produits culturels au Cambodge et à l'étranger. Les artistes de PPSE viennent de milieux défavorisés et ont bénéficié des formations dispensées par PPSA. PPSE crée des emplois de qualité, sécurise des retombées touristiques au profit de la population locale, renforce l'identité culturelle cambodgienne et améliore l'accès à l'éducation pour une jeunesse en déshérence.

La Fondation a choisi d'accompagner PPSE pour son action pionnière en tant qu'entreprise sociale créative, son action innovante dans le domaine de l'accès à l'emploi et à la formation, et sa contribution au rayonnement culturel du Cambodge.



was created in 2013 following the social and commercial success of Phare Ponleu Selpak Association (PPSA), a Cambodian NGO that, since 1994, gives highly vulnerable children access to formal and arts education. PPSE is a pioneering social enterprise in Cambodia that creates, produces and disseminates live shows and other cultural products in Cambodia and abroad. PPSE artists come from disadvantaged backgrounds and have benefited from the training provided by PPSA. PPSE creates quality jobs, ensures that the windfall from tourism benefits local populations, strengthens the Cambodian cultural identity and improves access to education for dispossessed young people.

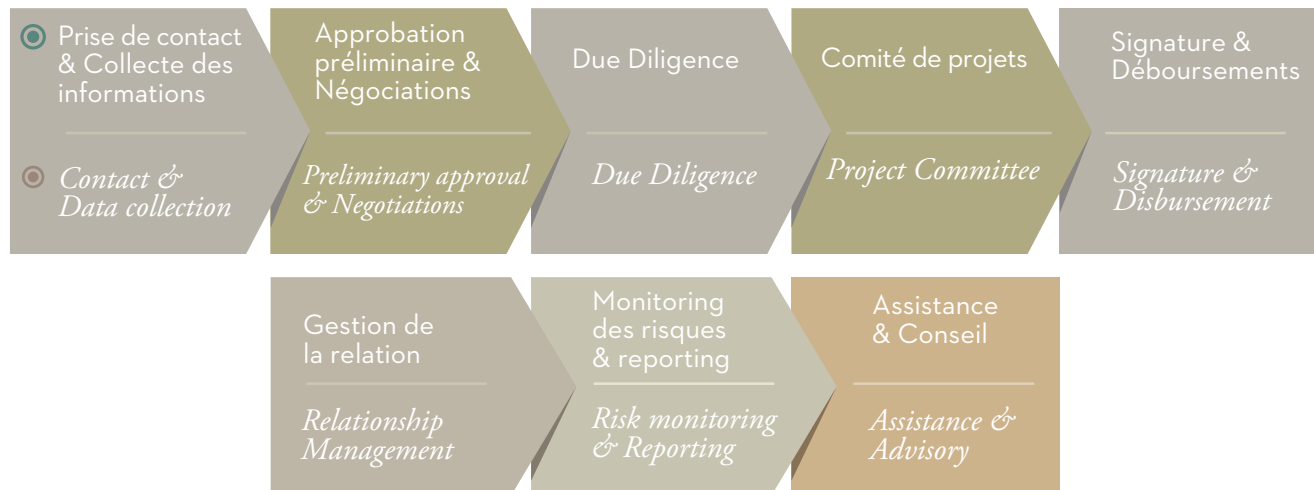
The Foundation has chosen to support PPSE because of its pioneering work as a creative social enterprise, its innovative work in the field of access to employment and training, and its contribution to the cultural influence of Cambodia.

Nos procédures / Nos outils

Our process / Our tools

PROCESSUS D'INSTRUCTION ET DE DÉCISION DES INVESTISSEMENTS

INVESTMENT ANALYSIS AND DECISION MAKING PROCESS



UN DISPOSITIF DE SÉLECTION ET D'ANALYSE REPOSANT SUR UNE DOUBLE APPROCHE FINANCIÈRE ET SOCIALE

La Fondation met en œuvre un dispositif interne, préalable à toute due diligence sur place, permettant de réaliser une pré-sélection de partenaires potentiels, reposant sur des critères tant financiers que sociaux. Cette étape en amont de toute proposition formelle, conduit les équipes opérationnelles à soumettre à un comité interne de la Fondation une présentation des institutions de microfinance présélectionnées. En cas d'accord, une mission de terrain permet d'analyser l'institution sous tous ses aspects et de nouer un dialogue approfondi avec l'équipe dirigeante. Au retour de cette mission de due diligence, un comité interne confirme la présentation du dossier aux instances de décision de la Fondation sur la base d'un dossier d'investissement complet.

En règle générale, c'est au Comité de Projets qu'il appartient de prendre la décision d'engagement financier de la Fondation sous forme de prêt, de garantie ou de prise de participation. Les opérations sont ensuite mises en place par les équipes de la Fondation avec le support de CACEIS Bank Luxembourg, la banque dépositaire de la Fondation.

UN RENFORCEMENT DU SUIVI DE NOS PARTENAIRES

En 2013 la Fondation a poursuivi le renforcement du monitoring systématique du portefeuille microfinance, impliquant l'ensemble des pôles de la Fondation. Des réunions trimestrielles s'attachent à la revue globale de la santé financière des IMF partenaires ; lors de détériorations avérées de certains indicateurs, un suivi rapproché, mensuel, est mis en place. Eventuellement, une mission sur le terrain est organisée pour analyser les difficultés rencontrées et discuter des améliorations possibles avec le management. En outre, la Fondation s'est attachée à réaliser une visite annuelle de suivi sur le terrain de l'ensemble de ses partenaires actifs. Ces visites sont l'occasion unique de discuter avec les partenaires les défis auxquels ils sont confrontés et la manière dont la Fondation peut les aider à les relever.

A SELECTION AND ANALYSIS SYSTEM BASED ON A DOUBLE FINANCIAL AND SOCIAL APPROACH

The Foundation has established an internal system, prior to any due diligence, for making a pre-selection of potential partners, based on both financial and social criteria. During this step, prior to any formal proposal, operational teams make a presentation of the microfinance institutions shortlisted to an internal committee of the Foundation. In case of agreement, a field mission makes it possible to analyse the institution in all its aspects and to establish a comprehensive dialogue with the management team. On return from this due diligence mission, an internal committee confirms the presentation of the application to the decision-making bodies of the Foundation on the basis of a complete investment dossier.

Generally, the Projects Committee makes the decision to financially commit the Foundation in the form of a loan, a guarantee or an equity participation. Operations are then implemented by the teams of the Foundation with the support of CACEIS Bank Luxembourg, the Foundation's custodian bank.

ENHANCED MONITORING OF OUR PARTNERS

In 2013, the Foundation pursued the strengthening of the systematic monitoring of the microfinance portfolio, involving all three Units of the Foundation. Quarterly meetings focus on the overall review of the financial health of partner MFIs: in the case where a deterioration of some indicators is established, a close monthly monitoring is set up. A field mission could possibly be organised to analyse the challenges faced and discuss possible improvements with the management. In addition, the Foundation is committed to making an annual field visit to monitor all its active partners. These visits are a unique opportunity to discuss with partners the challenges they face and the ways in which the Foundation can help meet them.

Notre approche du risque et de la conformité

Our approach to the risk and the compliance

La Fondation Grameen Crédit Agricole est régie par la Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les Associations et les Fondations sans but lucratif du Luxembourg, et placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-Duché. Compte tenu de la nature essentiellement financière de son activité, sous forme de prêts, de garanties ou de prises de participation en capital, la Fondation s'est rapprochée de Crédit Agricole SA pour bénéficier de ses procédures et de ses outils en matière de contrôle interne des risques et de conformité. A cet effet une convention a été passée en juin 2011 entre la Fondation et Crédit Agricole SA.

The Grameen Crédit Agricole Foundation is governed by the Luxembourg Law of 21 April 1928 on non-for-profit associations and foundations, as amended, and under the control of the Ministry of Justice of the Grand Duchy. Given the essentially financial nature of its activity, in the form of loans, guarantees or equity participation, the Foundation has approached Crédit Agricole SA to benefit from its procedures and tools relating to internal risk control and compliance. To this end, an agreement was reached in June 2011 between the Foundation and Credit Agricole SA.

La Fondation s'est ainsi dotée d'un Comité de Contrôle Interne qui se réunit régulièrement et auquel participent des représentants de la Direction de la Conformité, de la Direction des Affaires Juridiques, de la Direction des Risques et de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole SA. Un contrôleur externe indépendant assure de plus une mission de contrôle et de conseil pour le compte de la Direction des Risques. Un Responsable Conformité et Correspondant Conformité de Crédit Agricole SA a été désigné au sein de l'équipe de la Fondation.

La Fondation a mis en place un plan de contrôle permanent élaboré sur la base d'une cartographie de ses risques et visant à garantir le respect des procédures par ses collaborateurs et ses comités. Elle est particulièrement vigilante en matière de sécurité financière et de lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme.

La stratégie risques de la Fondation est validée par le Comité de Contrôle Interne de la Fondation chaque année. Des reportings de suivi des limites définies par cette stratégie risques ainsi que par la Politique Générale d'investissement de la Fondation sont produits régulièrement notamment à l'intention du Comité de Projets et du Conseil d'Administration de la Fondation. Les équipes de la Fondation respectent scrupuleusement les limites imposées en matière de risque de contrepartie, de limite pays, d'exposition au risque de change et au risque de taux ainsi qu'en matière de concentration du portefeuille.

L'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole SA a déjà eu l'occasion de réaliser une mission d'audit de la Fondation. A l'issue de sa mission fin 2011, tout en soulignant l'approche prudente de la Fondation dans la montée en charge de ses activités, son organisation adaptée en matière d'octroi de crédits et de fonctionnement du conseil d'administration, et un encadrement globalement satisfaisant des activités financières, l'Inspection a formulé une série de recommandations pour sécuriser le fonctionnement de la Fondation et compléter ou améliorer ses procédures, principalement en matière de contrôle interne des risques et de conformité. La totalité de ces recommandations étaient mises en œuvre au 31 décembre 2013.

Le Comité d'Ethique, de la Conformité et de l'Audit prend connaissance des rapports de contrôle interne et de conformité produits par le Responsable Conformité ainsi que des rapports présentés par le contrôleur externe indépendant sur les risques. Il prend également connaissance des comptes annuels et entend le réviseur d'entreprises à l'issue de leur audit.

The Foundation has thus an Internal Control Committee, which meets regularly and involves representatives of the Compliance, the Legal Affairs and the Risk Departments, and the Inspectorate-General of the Crédit Agricole SA Group. An external independent auditor also ensures a monitoring and counseling mission on behalf of the Risk Management Division. A Compliance Officer and Crédit Agricole SA Compliance Correspondent has been appointed within the Foundation team.

The Foundation has established a permanent control plan developed on the basis of a map of its risks and aimed to ensure that its employees and committees comply with procedures. It is particularly vigilant as regards financial security and prevention of money laundering and financing of terrorism.

The risk strategy of the Foundation is validated by its Internal Control Committee each year. Monitoring reports of the limits defined by the risk strategy as well as by the Foundation's General Investment Policy are regularly produced in particular for the Projects Committee and the Board of Directors of the Foundation. The teams of the Foundation strictly observe the limitations set with regard to counterparty risk, country limit, exposure to foreign exchange and interest rate risk as well as with regard to the concentration of portfolio.

The Inspectorate-General of the Crédit Agricole SA Group has already had the opportunity to perform an audit of the Foundation. At the end of its audit mission in 2011, while stressing the cautious approach of the Foundation in the rise of its activities, its organisation adapted for the granting of credits and the operations of the Board of Directors, and a satisfactory overall supervision of financial activities, the Inspectorate-General developed a set of recommendations to secure the functioning of the Foundation and complete or improve its procedures, mainly with regard to internal risk control and compliance. All of these recommendations had been implemented by 31 December 2013.

The Ethics, Compliance and Audit Committee reviews internal control and compliance reports produced by the Compliance Officer as well as reports presented by the external independent auditor on risks. It also reviews the annual accounts and hears the auditor after the audit.

Trois questions sur la gestion du risque de change à

Three questions on foreign exchange risk management to

1. En quoi la Fondation Grameen Crédit Agricole se distingue-t-elle en matière de gestion du risque de change ?

La Fondation se fait un devoir d'offrir à ses partenaires des financements en devise locale. Elle s'interdit à tout prix d'exposer ses partenaires à devoir d'abord convertir en devise locale des prêts qui leur seraient accordés en Euros ou en Dollars US puis à assurer le service de ces dettes dans le temps en rachetant au fur et à mesure les euros ou les Dollars US nécessaires, à un cours qui a toutes les chances d'être différent et surtout inconnu à l'avance.

Faire cela reviendrait à introduire une très grande incertitude sur les revenus de ces partenaires, à moins que ceux-ci soient en mesure de se protéger, ce qui est rarement le cas des partenaires de la Fondation.

La conduite de cette politique n'est pas toujours facile mais au 31 décembre 2013, 96 % des financements accordés par la Fondation aux institutions de microfinance n'exposent pas les partenaires au risque de change, un niveau comparable à celui des années précédentes.

2. Mais concrètement, comment fait la Fondation pour mener cette politique ?

Trois solutions sont mises en œuvre selon les cas :

- I. La Fondation a d'abord la possibilité de conclure des swaps de taux et de change avec le Fonds hollandais TCX dont elle est actionnaire. Elle a par exemple été la première à mettre en place des financements en Riels Khmers au Cambodge.
- II. La Fondation supporte elle-même le risque de change. C'est le cas principalement en Francs CFA.
- III. Des schémas de back to back peuvent aussi être mis en place. Dans ce cas le prêt en devise forte est déposé par le partenaire dans une banque qui lui accorde un prêt en devise locale.

La Fondation a également la possibilité de contourner le risque de change en fournissant une garantie à une banque locale qui accorde un financement en devise locale. CA-CIB émet ce type de garantie à la demande de la Fondation.

3. Quels sont les freins à cette politique et quelles sont les perspectives ?

S'agissant de devises peu liquides ou dites « exotiques », les conditions de couverture - de swaps - ne sont pas toujours optimales et chaque crise financière nationale ou régionale impacte fortement et durablement ces conditions de marché. La Fondation ne se laisse pas détourner pour autant de son objectif de protéger ses partenaires.

PASCAL WEBANCK

Directeur du pôle administratif et financier de la Fondation
Head of the Administration and Financial Unit of the Foundation

1. How does the Grameen Credit Agricole Foundation differ in terms of foreign exchange risk management?

The Foundation is committed to providing financing in local currency to its partners. Under no circumstances will the Foundation force its partners to first convert loans that would be granted either in Euro or U.S. Dollars and require that the institution subsequently services these debts over time by buying Euros or U.S. Dollars at an exchange rate that is likely to be different and, above all, unknown ahead of time.

To do so would bring great uncertainty regarding the income of this partners unless they are able to protect themselves, which is rarely the case for the Foundation's partners.

The implementation of this policy is not always easy. However, by 31 December, 2013, 96% of the Foundation's granted funding to Microfinance Institutions was provided in local currency without exposing partners to foreign currency risk, a rate which remains consistent with previous years.

2. In practical terms, how does the Foundation carry out this policy?

Three solutions are implemented, as appropriate:

- I. Firstly, the Foundation has the possibility to enter into interest rate and exchange swaps with the Dutch TCX Funds of which the Foundation is a shareholder. For example, it was the first to offer financing in Khmer Riels in Cambodia.
- II. The Foundation bears the foreign exchange risk. That is mainly the case with CFA Francs.
- III. Back to back schemes may also be implemented. In this case the loan in hard currency is deposited by the partner in a bank granting a loan in local currency.

The Foundation also has the ability to avoid foreign currency risk by providing a guarantee to a local bank that grants funding in local currency. CA-CIB issues such guarantees upon request of the Foundation.

3. What are the obstacles to this policy and what are the prospects?

In the case of illiquid or "exotic" currencies, coverage terms, or swaps, are not always optimum and each national or regional financial crisis strongly and permanently impacts these market conditions. However, the Foundation does not let itself be diverted from its objective of protecting its partners.



NOS RESULTATS



OUR RESULTS



2013

42 PARTENARIATS DANS 22 PAYS*



42 PARTNERSHIPS IN 22 COUNTRIES*

* Y compris le Fonds TCX aux Pays-Bas / including the TCX Fund in the Netherlands.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS AU 31 DÉCEMBRE GEOGRAPHICAL BREAKDOWN OF COMMITMENTS AS OF 31 DECEMBER

MOYEN ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD
MIDDLE EAST AND
NORTHERN AFRICA

2%

11% EUROPE OCCIDENTALE
WESTERN EUROPE

29% AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
SUB SAHARAN AFRICA

26%

EUROPE DE L'EST ET
ASIE CENTRALE
EASTERN EUROPE
AND CENTRAL ASIA



32% ASIE DU SUD ET DU SUD-EST
SOUTH AND SOUTH-EAST ASIA

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE *Sub-Saharan Africa*

Bénin / Benin

ALIDÉ
RENACA

Cameroun / Cameroon

BIOTROPICAL

Kenya

KENYA WOMEN FINANCE TRUST

Madagascar

PHILEOL
TIAVO

Mali

SORO YIRIWASO

Togo

WAGES
COOPEC SIFA TOGO

Burkina Faso

GRAINE
ASIENA

République Démocratique du Congo / Democratic Republic of Congo

HEKIMA

Zambie / Zambia

AMZ

Sénégal / Senegal

LA LAITERIE DU BERGER
CAURIE MICROFINANCE
MEC FADEC
SFA

ASIE DU SUD ET DU SUD-EST *South and South-East Asia*

Cambodge / Cambodia

HATTHA KAKSEKAR LTD
TPC
CHAMROEUN
AMK
PPSE

Timor Leste / East Timor

TRM

Indonésie / Indonesia

KOMIDA
MBK VENTURA

Bangladesh

GRAMEEN DANONE FOODS LTD

Philippines

ASHI
GATA DAKU

Sri Lanka

LOMC
BERENDINA MICROFINANCE
INSTITUTE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD *Middle East and Northern Africa*

Palestine

ACAD

EUROPE OCCIDENTALE *Western Europe*

France

UV+ SOLAIRE
BABYLOAN / ABC MICROFINANCE

Pays-Bas / Netherlands

TCX FUND

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE *Eastern Europe and Central Asia*

Kosovo

KREDITIMI RURAL I KOSOVO

Azerbaïdjan / Azerbaijan

AZERISTAR
FINDEV
VIATOR

Tadjikistan / Tajikistan

OXUS
RAVNAQ
ARVAND
HUMO AND PARTNERS

Le microcrédit

Microcredit

2,5

milliards
billion

d'adultes dans le monde n'ont aucun accès à des services financiers formels
adults worldwide have no access to formal financial services

NOTRE CIBLAGE ET NOTRE OFFRE DE FINANCEMENT

Offrir des services d'épargne, de crédit et d'assurance, adaptés à ce très grand nombre de personnes exclues, tel est le défi de la microfinance ! 40 ans après son invention, ce défi conserve toute son actualité et toute sa pertinence.

La Fondation Grameen Crédit Agricole ne fait pas elle-même des micro-prêts à ces personnes. Elle propose des financements adaptés aux institutions locales de microcrédit qui font la preuve de leur rigueur de gestion et de leur engagement social.

Après le ralentissement observé au cours des trois dernières années, principalement dû à l'impact des crises de confiance dans les institutions de microfinance dans certaines régions du monde, le secteur a renoué avec la croissance en 2013. Celle-ci va de pair avec un renforcement des réglementations et des disciplines collectives pour prévenir les emballements et les dérives qui ont été dénoncées à juste titre dans certains pays, notamment en Inde.

Le développement du microcrédit est toutefois très inégal suivant les régions du monde et très disparate selon les secteurs économiques et les composantes de l'offre de microfinance.

Au plan géographique, l'Afrique reste le parent pauvre, avec des institutions de microcrédit de taille souvent modeste et avec un modèle économique précaire.

Au plan sectoriel, le microcrédit connaît une croissance rapide en milieu urbain ou semi-urbain, mais rencontre beaucoup plus de difficultés quand il s'agit de financer des petites exploitations agricoles, dispersées sur un vaste territoire et exposées à des risques de marché et aux risques naturels.

Partant de ce double constat, la Fondation a décidé depuis l'origine de donner une forte priorité aux IMF en Afrique Sub-saharienne et de mettre l'accent sur l'activité agricole et le milieu rural.

CRITÈRES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

Il existe plusieurs milliers d'institutions de microcrédit dans le monde, de toute taille et de statuts très variés. Pour sa part, la Fondation Grameen Crédit Agricole propose son concours financier et son assistance technique aux Institutions de Microfinance (IMF) qui :

- se donnent comme mission essentielle de lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion financière des plus pauvres, principalement les femmes, au tra-

OUR TARGETTING AND OUR FUNDING OFFER

The challenge of microfinance is to offer savings, credit and insurance services, tailored to this significant number of excluded people! Forty years after it was invented, the challenge keeps all its topical interest and its relevance.

The Grameen Crédit Agricole Foundation does not itself grant micro-loans to these people. It provides financing tailored to local microfinance institutions that demonstrate their management rigor and social commitment.

After the slowdown recorded in the last three years, mainly due to the impact of the crisis of confidence in microfinance institutions in some parts of the world, the sector returned to growth in 2013. That is accompanied by the reinforcement of regulations and joint management to avoid the runaways and the frauds that were correctly denounced in some countries, including India.

However, the development of microfinance is very uneven across regions and very diverse depending on the economic sectors and the components of the microfinance offer.

Geographically, Africa remains the poor relation, with microfinance institutions often smaller and with a precarious economic model.

At the sectoral level, microcredit experiences rapid growth in urban or semi-urban areas, but faces much greater difficulties when it comes to finance small farms scattered over a large territory and exposed to market risks and natural hazards.

Based on these two observations, the Foundation decided from the start to give a high priority to Sub-Saharan MFIs and focus on farming and rural areas.

SOCIAL AND ECONOMIC CRITERIA

There are thousands of microfinance institutions in the world, of any size and with very different statuses. For its part, the Grameen Crédit Agricole Foundation provides financial and technical assistance to those Microfinance Institutions (MFIs) that:

- have a core mission of combating poverty and promoting the financial inclusion of the poorest, and mostly women, through the provision of microcredits to finance small income generating projects;
- comply with a number of ethical principles, to which the Foundation



vers d'une offre de microcrédit destinée à financer des petits projets générateurs de revenus;

- se conforment à un certain nombre de principes éthiques, auxquels la Fondation adhère, notamment en ce qui concerne l'information et la protection des emprunteurs, le niveau des taux d'intérêt pratiqués, les méthodes de recouvrement des prêts et la prévention de la corruption;
- contribuent à la protection et l'amélioration de l'environnement;
- démontrent une vraie discipline de remboursement des microcrédits, grâce à une méthodologie d'octroi et de recouvrement adaptée et un personnel bien formé;
- ont un modèle économique et une organisation leur permettant de se développer en comptant sur leurs propres forces.

TAILLE/MATURITÉ DES IMF

La Fondation s'adresse prioritairement aux IMF appartenant aux niveaux 2 et 3 de la segmentation des IMF, c'est-à-dire des IMF de taille moyenne, ayant atteint ou en voie d'atteindre un niveau d'autosuffisance financière et d'équilibre d'exploitation, mais qui n'ont pas un accès aisé à des sources de financement domestiques ou internationales.

ORIENTATION AGRICOLE ET RURALE

Parmi ces IMF, la Fondation met plus particulièrement l'accent sur celles qui ont une vocation agricole et rurale. Par rurale, on entend une IMF dont plus de 50% des points de distribution sont situés en zone rurale. Par agricole, on entend les IMF dont plus de 50% des emprunteurs vivent de l'agriculture.

PRIORITÉS GÉOGRAPHIQUES

La Fondation intervient en priorité dans les zones où le développement de la microfinance est pratiquement l'unique voie d'accès aux services financiers de base pour les plus pauvres, et dans les pays où son intervention aura la plus grande valeur ajoutée. La Fondation retient comme zones prioritaires pour ses interventions :

- L'Afrique sub-saharienne
- L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
- L'Asie du Sud et du Sud-Est

adheres, notably those relating to information for and protection of borrowers, level of interest rates offered, loan collection methods and the prevention of corruption;

- contribute to the protection and improvement of the environment;
- demonstrate a real microcredit repayment discipline, thanks to a suitable methodology for granting of loans and recovery and a well-trained staff;
- have a business model and an organization that enable them to develop by relying on their own strength.

SIZE/MATURITY OF MFIs

The Foundation gives priority to MFIs belonging to tiers two and three of the MFI classification. This refers mainly to medium-sized MFIs that have achieved or are on the verge of achieving a level of financial self-sufficiency and operational equilibrium, but do not have easy access to domestic or international financing sources.

AGRICULTURE AND RURAL FOCUS

Among these MFIs, the Foundation gives preference to those with an agricultural and rural vocation. Rural refers to an MFI, which has over 50% of its distribution points in a rural area. Agricultural refers to an MFI where over 50% of the borrowers rely on farming for their livelihood.

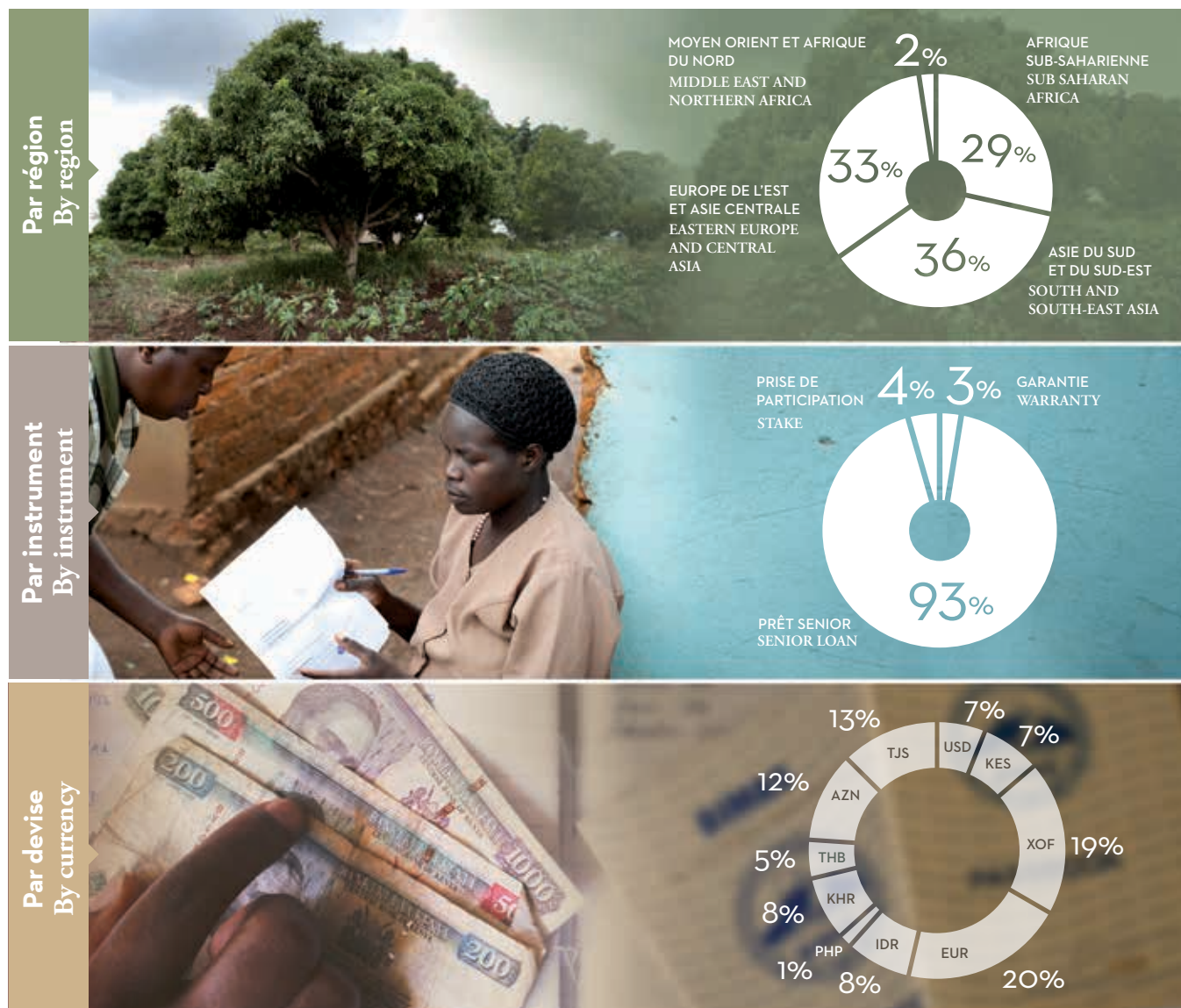
GEOGRAPHIC PRIORITIES

The Foundation is active as a matter of priority in areas where the development of microfinance is practically the sole channel of access to basic financial services for the poor, and in countries where the Foundation will produce the greatest value-added. The Foundation retains the following priority areas for its operations:

- Sub-Saharan Africa
- Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

REPARTITION DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE*

BREAKDOWN OF COMMITMENTS AS OF 31 DECEMBER*



NOS RESULTATS 2013 EN MICROCREDIT

Le Comité a approuvé 19 financements en 2013 sous forme de prêts, garanties ou prises de participation. Le montant total des nouvelles opérations approuvées en matière de microcrédit s'est élevé à 12,147 millions d'euros.

Au total, le nombre d'opérations de microcrédit approuvées depuis la création de la Fondation s'élève à 80 pour un montant cumulé de 56,204 millions d'euros.**

Compte tenu des nouvelles opérations mises en place en 2013, la Fondation est active dans 18 pays en développement dont 2 nouveaux pays (Zambie et Palestine).**

Le Comité de Projets a consacré une partie de ses travaux à la conception et la mise en place de la Facilité africaine de décollage de la microfinance agricole et rurale. Sept dossiers relevant de la Facilité ont été approuvés en 2013.

OUR 2013 RESULTS IN THE MICROCREDIT FIELD

The Committee approved 19 funding in 2013 in the form of loans, guarantees or equity. The total amount of new microcredit operations approved amounted to 12.147 million euros.

Overall, the number of microcredit operations approved since the creation of the Foundation is 80 for a total amount of 56.204 million euros.**

Given the new operations implemented in 2013, the Foundation is active in 18 developing countries including two new countries (Zambia and Palestine).**

The Projects Committee devoted part of its work to the design and implementation of the Take-off Facility for rural and agricultural microfinance in Africa. Seven projects falling under the Facility have been approved in 2013.

* Y compris investissements dans ACAD-Finance (Palestine) et Chamroeun (Cambodge), inclus par ailleurs dans le portefeuille social business / including investments in ACAD-Finance (Palestine) and Chamroeun (Cambodia), otherwise included in the Social Business portfolio.

** Y compris les entreprises de social business/microfinance (ACAD et Chamroeun) / including microfinance social businesses (ACAD and Chamroeun).

Notre assistance technique

Our Technical Assistance

La Fondation a poursuivi en 2013 le développement d'une offre d'assistance technique en faveur des IMF partenaires pour les aider à améliorer leur organisation, leur méthodologie de crédit, leur gestion des risques, leur mesure de la performance sociale, ou à développer de nouveaux produits pour mieux répondre aux attentes de leurs clients.

En 2013, la Fondation a étudié onze demandes de ses partenaires. Dix missions d'AT ont été réalisées ou sont en cours de réalisation pour dix de ses partenaires basés en Afrique (Bénin, Burkina Faso, Madagascar, RDC), en Asie (Cambodge, Indonésie, Philippines, Sri Lanka), en Europe (Kosovo) ainsi qu'en Asie Centrale (Tadjikistan). Les missions ont concerné la réalisation de plans d'affaires, de programmes de formation –notamment la participation à la Formation Boulder organisée par le BIT–, ainsi que l'organisation de voyages d'étude.

L'offre d'assistance technique est appelée à se développer dans le cadre de la Facilité Africaine.

In 2013, the Foundation pursued the development of its technical assistance services for its partner MFIs to help them to improve their organisation, lending methodology, risk management and social performance measurement, and to develop new products to better meet the expectations of their customers.

In 2013, the Foundation studied eleven requests from its partners. Ten TA missions have been completed or are in progress for ten of its partners based in Africa (Benin, Burkina Faso, Madagascar, DRC), in Asia (Cambodia, Indonesia, the Philippines, Sri Lanka), in Europe (Kosovo) and in Central Asia (Tajikistan). Missions related to achieving business plan, training programmes, in particular the participation in the Boulder training organized by the ILO, and organizing study tours.

The provision of technical assistance is bound to develop within the framework of the Take-off Facility for Microfinance in Africa.

Les partenaires tadjiks de la Fondation Grameen Crédit Agricole ont organisé un voyage d'étude à Bichkek (République du Kirghizistan) grâce au concours financier de la Fondation.

Du 18 au 22 Février 2013, trois IMF tadjik, partenaires de la Fondation Grameen Crédit Agricole, ont participé à un voyage d'étude à Bichkek. Les représentants d'Arvand, Humo et Oxus ont visité l'une des IMF les plus importantes de la République du Kirghizistan, CJSC "Bai-Tushum and Partners" Microfinance Bank.

Les représentants tadjiks ont été particulièrement intéressés par les questions liées à la planification, au reporting, à la communication efficace entre le siège et les agences, l'amélioration de l'efficacité du travail du comité de crédit, la gestion du personnel, les stratégies marketing et de gestion des risques et d'autres questions en rapport avec une gestion efficace de l'activité. M. Rahimov Sh., Directeur d'agence de LLC MDO "Arvand" à Istaravshan a souligné le fait que «l'institution kirghize a un bon système de sécurité de l'information et de la commercialisation et divers outils de relations publiques pour promouvoir la culture institutionnelle de CJSC Bai- Tushum and Partners» Microfinance Bank.

Tajik partners of the Grameen Crédit Agricole Foundation organised a study tour to Bishkek (Republic of Kyrgyzstan) thanks to the financial support of the Foundation.

From 18 to 22 February 2013, three Tajik MFIs, partners of the Grameen Crédit Agricole Foundation, participated in a study tour to Bishkek. Representatives of Arvand, Humo and Oxus visited one of the most successful MFIs in the Republic of Kyrgyzstan, CJSC "Bai-Tushum and Partners" Microfinance Bank.

The Tajik representatives were particularly interested in issues related to planning, reporting, effective communication between headquarters and branches, improvement of the work efficiency of the Credit committee, staff management, marketing strategy, risk management strategy and other issues in connection with effective management. Mr Rahimov Sh., branch manager of LLC MDO "Arvand" in Istaravshan highlighted the fact that "the Kyrgyz institution has a good information and marketing security system and various PR tools for promoting the institutional culture of CJSC Bai- Tushum and Partners".



Trois questions sur « La Facilité Africaine de décollage de la microfinance agricole et rurale » à

Three questions on “The Take-off Facility for rural and agricultural microfinance in Africa” to



PHILIPPE GUICHANDUT

Directeur du pôle développement et
assistance technique de la Fondation

Head of the Development and Technical
Assistance Unit of the Foundation

1. Pourquoi avoir mis en place un tel dispositif ?

Ce dispositif pilote a été conçu par l'équipe de la Fondation à partir d'un constat : malgré les efforts déployés pour mettre en œuvre la priorité donnée à l'Afrique sub-saharienne, on a observé une baisse continue de la part de cette région dans le portefeuille microfinance de la Fondation. En effet, le nombre, la taille et la maturité des IMF africaines et leur rythme de croissance sont nettement plus faibles que ce que l'on peut observer en Asie ou en Europe, et les ratios financiers habituellement exigés par la Fondation rendent inéligibles un grand nombre d'IMF africaines de taille réduite, mais qui ont un potentiel de développement et une mission sociale incontestables.

2. En quoi consiste le partenariat ?

Un accord de partenariat pour 3 ans a été signé le 26 février 2013 entre la Fondation et l'Agence Française de Développement (AFD) pour mettre en place cette facilité. Les critères d'éligibilité ont été assouplis pour permettre à des IMF, présentant des faiblesses organisationnelles ou un profil de risque plus élevé, d'être éligibles à des financements de la Fondation, dans la limite de 500,000 euros. Ces financements sont garantis à 50% par l'AFD. Par ailleurs l'AFD apporte 1,32 millions d'euros sur 3 ans pour le financement d'actions d'assistance technique en faveur de ces IMF, aux côtés de la Fondation, qui s'est engagée pour 300,000 euros. L'objectif est d'intervenir en 3 ans auprès de 20 IMF situées en Afrique de l'Ouest et de l'Est.

3. Quels sont les premiers résultats ?

Dès le mois de juin, le dispositif opérationnel a été mis en place, avec deux experts senior, basés l'un à Dakar, l'autre à Nairobi, ayant pour rôle principal l'analyse des institutions éligibles et la coordination des missions d'assistance technique. Au 31 décembre 2013, 7 financements ont été approuvés pour un montant global de 1,021,000 euros. La Fondation joue ainsi un rôle pionnier dans le développement et la consolidation d'IMF à vocations agricole et rurale dans les pays les plus pauvres, conformément au mandat qu'elle a reçu.

1. Why did you implement such a scheme?

This pilot scheme was designed by the team of the Foundation after noting that despite efforts to implement the priority given to sub-Saharan Africa, the share of projects in the Foundation's microfinance portfolio funded in this region decreased continuously. Indeed, the number, size and maturity of African MFIs and their growth rate is much lower than what can be observed in Asia or Europe, and financial ratios usually required by the Foundation make ineligible many African MFIs which are small but have a potential for development and a compelling social mission.

2. What is the Take-off Facility partnership?

A three-year partnership agreement was signed on 26 February, 2013 between the Foundation and the French Development Agency (AFD) to implement this scheme. Eligibility criteria have been relaxed to allow MFIs with organisational weaknesses or a higher risk profile to be eligible for funding from the Foundation, within the limit of €500,000. These funds are guaranteed up to 50% by the AFD. Furthermore, the AFD brings in € 1.32 million over a three-year period to finance technical assistance activities for MFIs, alongside the Foundation, which committed to contributing up to €300,000. The objective is to intervene over a three-year period with 20 MFIs located in Western and Eastern Africa.

3. What are the first results?

The operational system has been set up since June, with the hiring of two senior experts, one based in Dakar and the other in Nairobi, whose main role is to analyse the eligible institutions and coordinate technical assistance missions. At 31 December, 2013, seven funding have already been approved for an aggregate amount of €1,021,000. The Foundation plays a pioneering role in the development and consolidation of agricultural and rural MFIs in the poorest countries, in accordance with the mandate which it was given by the Board.

La microassurance agricole

Agricultural microinsurance

500

**MILLIONS DE PERSONNES
COUVERTES PAR
DES PRODUITS
MICROASSURANTIELS
DANS LE MONDE**

**MILLION PEOPLE
COVERED BY
MICROINSURANCE
PRODUCTS IN
THE WORLD**

+2,5

**MILLIARDS DE CLIENTS
POTENTIELS**

**BILLION POTENTIAL
CUSTOMERS**

30

**MILLIONS SEULEMENT DE
PETITES EXPLOITATIONS
AGRICOLAS COUVERTES
PAR LA MICROASSURANCE
AGRICOLE**

**MILLION SMALLHOLDER
FARMERS ONLY INSURED
BY AGRICULTURAL
MICROINSURANCE
PRODUCTS**

433

**MILLIONS
D'EXPLOITATIONS
AGRICOLAS DE MOINS
DE 2 HECTARES
DANS LES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT**

**MILLION FARMS
IN DEVELOPING
COUNTRIES ARE LESS
THAN 2 HECTARES**

La Fondation s'est engagée dans la voie du soutien aux initiatives de micro-assurance agricole. A ce stade, elle exerce une fonction de veille stratégique, de recherche-expérimentation, et de plaidoyer. Ainsi la Fondation s'est associée à deux initiatives porteuses d'avenir :

a. Une initiative de recherche,

en partenariat avec Pacifica, filiale d'assurance dommages du Crédit Agricole, l'Institut Europlace de Finance, Spot-Images, filiale d'Airbus spécialisée dans l'observation de la terre par satellite, et les Universités de Paris-Dauphine et Nanterre. Dans le cadre de ce partenariat, la Fondation bénéficie gratuitement pendant 2 à 3 ans de la présence à temps partiel en son sein d'une chercheuse sur l'assurance indicelle pour la protection des agriculteurs.

b. Le projet Assurance Récolte Sahel

Projet pilote de déploiement de l'assurance-récolte dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Burkina Faso et Bénin), dirigé par Planet-Guarantee, et bénéficiant du soutien financier de la SFI dans le cadre de la Global Index Insurance Facility. En 2013 la Fondation a apporté un soutien financier au projet 2013, ainsi qu'un soutien technique. Le projet Assurance Récolte Sahel a permis en 2013 d'assurer 18 000 agriculteurs à partir d'indices météorologiques ou d'indices de rendement pour des cultures de coton, d'arachide et de maïs. La distribution des polices d'assurance passe par des coopératives ou des groupements d'agriculteurs ou des IMF.

The Foundation is committed towards supporting agricultural microinsurance initiatives. At this stage, it has a function of strategic watch, research and experimentation, and advocacy. The Foundation has therefore partnered with two promising initiatives:

a. A research initiative,

in partnership with Pacifica, the casualty insurance subsidiary of Crédit Agricole SA, the Europlace Institute of Finance, Spot-Images, an Airbus subsidiary specialising in earth observation by satellite, and the Universities of Paris-Dauphine and Nanterre. As part of this partnership, the Foundation will have the benefit, at no cost, of the presence of a researcher focusing on Index-based insurance for the protection of farmers, over a two to three-year period.

b. The Harvest Insurance Sahel project

A pilot project on the deployment of index-based crop insurance products in four West African countries (Senegal, Mali, Burkina Faso and Benin), led by Planet Guarantee and financially supported by the International Finance Corporation within the framework of the Global Index Insurance Facility. In 2013, the Foundation provided technical and financial support to the project. Also in 2013, the Harvest Insurance Sahel project allowed ensuring 18,000 farmers using weather-related or yield indices for cotton, groundnut and corn crops. The distribution of insurance policies is made through cooperatives or farmer groups or MFIs.

Par ailleurs, la Fondation joue un rôle actif pour diffuser le savoir-faire en matière d'assurance indicielle des récoltes, et promouvoir une microassurance responsable.

Dans le cadre du Réseau International de Microassurance (MIN), qui regroupe plus de 70 organisations, la Fondation a été particulièrement active sur trois thèmes :

1. La réalisation d'un manuel définissant 10 indicateurs de performance sociale pour le secteur de la microassurance, en collaboration avec ADA, BRS et GIZ/BMZ. Ce manuel, publié en 2013, met à la disposition des praticiens une documentation consensuelle sur un ensemble unique d'indicateurs de performance sociale et donne des exemples concrets, ainsi que des conseils pour leur mise en œuvre.

2. La publication en novembre 2013 d'une étude sur l'émergence et le développement de la micro-assurance agricole : en réponse à un appel d'offre du Groupe de Travail sur l'Agriculture du Réseau International de Micro-assurance (MIN), la Fondation a réalisé cette étude en collaboration avec la Fondation FARM et une consultante indépendante. Cet ouvrage fait un point complet sur les débats et les développements les plus récents dans le secteur de l'assurance agricole dans les pays en développement, avec un accent particulier sur les produits d'assurance indicielle, et quatre études de cas (Brésil, Maroc, Sénégal, Chine).



3. Le financement du secteur en co-facilitant avec le CGAP le groupe de travail sur les investisseurs / bailleurs en micro-assurance. La Fondation a ainsi réuni à Paris, en septembre 2013, la première table-ronde des investisseurs en micro-assurance, qui a regroupé une trentaine de participants.

In addition, the Foundation plays an active role in disseminating know-how on index-based crop insurance, and promoting responsible microinsurance.

Within the framework of the International Microinsurance Network (MIN), which groups together over 70 organisations, the Foundation has been particularly active on three topics:

1. The production of a manual that defines 10 social performance indicators for the microinsurance sector, in collaboration with ADA, BRS and GIZ / BMZ. This manual, which was published in 2013, makes available to practitioners a consensual documentation on a single set of social performance indicators and provides concrete examples and recommendations for their implementation.

2. The publication in November 2013 of a study on the emergence and development of agricultural microinsurance: in response to a call for tender of the International Microinsurance Network (MIN) Working Group on Agriculture, the Foundation conducted the study in collaboration with FARM Foundation and an independent consultant. This discussion paper provides a comprehensive update on the most recent debates and developments in the field of agricultural insurance in developing countries, with particular emphasis on index-based insurance products, and four case studies (Brazil, Morocco, Senegal, and China).

3. The funding of the sector, by leading, alongside the CGAP, the Working Group on microinsurance investors / donors. The Foundation thus held in Paris, on September 2013, the first microinsurance investors roundtable, which brought together about thirty participants.





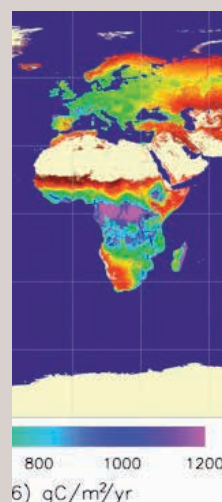
Qu'est ce que l'assurance agricole indicielle? What is the index-based agricultural insurance?

Traditionnellement, l'assurance agricole est basée sur l'indemnisation des pertes de récolte ou de cheptel liées à des risques climatiques donnés tels que la sécheresse ou la grêle. Cependant, les assurances basées sur l'indemnisation à dire d'expert sont coûteuses pour les assureurs. La vérification et l'évaluation des pertes assurées entraînent des coûts de transaction élevés. Les assureurs craignent également que les assurés fassent moins d'efforts pour obtenir une production satisfaisante (aléa moral) en sachant qu'ils disposent d'une couverture d'assurance. En outre, l'expérience montre que seuls les agriculteurs présentant les plus grands risques vont souscrire une police d'assurance (sélection adverse).

L'assurance indicielle permet d'éviter les coûts d'expertise en liant les indemnités des assurances à un indice et non à la vérification des pertes réelles. L'indice, souvent fourni par des stations météorologiques et/ou par satellite, est une approximation connue pour varier en fonction de la production agricole et un risque donné. Il peut s'agir d'un indice direct, tel un indice de rendement de la zone, de mortalité du bétail, de revenu. Il peut également s'agir d'un indice indirect, comme les précipitations, la température ou l'indice de transpiration de la végétation, dont les fluctuations sont corrélées aux pertes subies par les agriculteurs sur le terrain. Autres avantages découlant de l'utilisation de l'assurance indicielle: une plus grande transparence et moins de possibilités d'interférence de la part des gouvernements, des assureurs et des assurés.

Traditionally, agricultural insurance has been indemnity-based, providing payouts to farmers based on measurable crop (or livestock) losses associated with given climactic risks such as drought or hail. Indemnity-based insurance, however, is costly on many fronts for insurers. Whilst the verification and measurement of insured losses bring about heavy transaction costs, insurers also fear that policyholders will put less effort towards successful production (moral hazard) safe in the knowledge that they have insurance cover. Moreover, experience dictates that only the most risky farmers will take out insurance coverage (adverse selection).

Index insurance obviates these costs by linking insurance payouts to an index rather than the verification of real losses. The index –often tracked by weather stations and/or satellites– is a proxy that is known to vary in line with agricultural production and a chosen risk. It can be a direct index, such as an area yield index directly connected to an average of yield, livestock mortality, or income. It can also be an indirect index, such as a rainfall, temperature or vegetation transpiration index whose fluctuations are correlated with losses experienced by farmers on the ground. Other advantages derived from the use of index insurance include greater transparency and less opportunity for interference by governments, insurers and insurees.



Le Social Business / Notre approche

Social Business / Our approach

840

MILLIONS DE PERSONNES
DANS LE MONDE N'ONT PAS
ACCÈS À UNE NOURRITURE
SUFFISANTE ET DE QUALITÉ

MILLION PEOPLE
WORLDWIDE DO NOT HAVE
ACCESS TO SUFFICIENT AND
QUALITY FOOD

1,3

MILLIARDS DE PERSONNES
N'ONT PAS ACCÈS À
L'ÉLECTRICITÉ POUR LEURS
BESOINS DOMESTIQUES OU
LEURS ACTIVITÉS

BILLION PEOPLE HAVE NO
ACCESS TO ELECTRICITY
FOR DOMESTIC OR BUSINESS
PURPOSES

783

MILLIONS DE PERSONNES
N'ONT TOUJOURS PAS
ACCÈS À DE L'EAU
POTABLE

MILLION PEOPLE STILL
LACK ACCESS TO SAFE
DRINKING WATER

2,5

MILLIARDS N'ONT
PAS ACCÈS À DES
INSTALLATIONS
SANITAIRES AMÉLIORÉES

BILLION PEOPLE LACK
ACCESS TO IMPROVED
SANITATION FACILITIES

NOTRE APPROCHE EST INSPIRÉE PAR LE PROFESSEUR YUNUS

Face à ces multiples visages de la pauvreté, qui sont autant de défis, le Professeur Yunus a conçu et mis en œuvre concrètement l'approche du social business : créer et développer des entreprises économiquement viables qui font de la lutte contre la pauvreté leur mission première et dont les actionnaires acceptent de réinjecter les profits pour un plus grand impact.

L'accompagnement financier d'entreprises de social business, sous forme de prises de participation en capital ou de prêts, est une composante essentielle du mandat de la Fondation. Toutefois, s'agissant d'un concept relativement récent, pour lequel n'existent pas les références et les outils d'analyse comparables à ce qui existe en microfinance, et d'une approche qui peut s'appliquer à des secteurs très divers, le développement du portefeuille Social Business de la Fondation ne peut être que progressif et reposer sur des analyses au cas par cas.

CETTE APPROCHE SOCIAL BUSINESS PEUT S'APPLIQUER À UN LARGE ÉVENTAIL D'ENTREPRISES

- Des entreprises qui produisent ou distribuent des biens ou des services essentiels en les mettant à la portée des plus pauvres;
- Des entreprises qui innovent dans l'accès de tous à l'alimentation, l'eau, l'assainissement, l'énergie, le logement, la santé, l'éducation et les technologies de l'information. Un accent particulier est mis sur l'agriculture et les industries agro-alimentaires;
- Des entreprises qui créent des chaînes de valeur inclusives, génératrices de revenus pour le bénéfice des communautés locales, au travers d'une politique équitable d'achat et de prix et de mécanismes redistributifs de la création de valeur;
- Des institutions ou des infrastructures de marché qui favorisent l'accès aux services financiers pour ceux qui en sont exclus.

OUR APPROACH IS INSPIRED BY PROFESSOR YUNUS

Confronted with these many faces of poverty, all of them representing considerable challenges, Professor Yunus has developed and effectively implemented the social business approach to create and develop economically viable enterprises that make the fight against poverty their primary mission and whose shareholders agree to re-inject profits for a greater impact.

The financial support for social businesses in the form of equity or loans is an essential component of the Foundation's mandate. However, since this is a relatively new concept for which there are no references or analysis tools comparable to what exists in the microfinance field, and an approach that can be applied to a wide variety of sectors, the development of the Foundation's Social Business portfolio can only be progressive and rely on a case-by-case analysis.

THIS SOCIAL BUSINESS APPROACH CAN BE APPLIED TO A LARGE SCOPE OF BUSINESSES

- Businesses that produce or distribute essential goods or services by making them accessible to the poorest;
- Businesses that innovate in the access to food, water, sanitation, energy, housing, education, health and information technology for all. Particular emphasis is placed on agriculture and agri-food industries;
- Businesses that create inclusive, income-generating value chains for the benefit of local communities, through a fair procurement and pricing policy and redistributive mechanisms of value creation;
- Institutions and market infrastructures that promote access to financial services for those who are excluded from them.

PRIORITÉS GÉOGRAPHIQUES

Les activités de Social Business de la Fondation ciblent en priorité l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud Est.

NOS RÉSULTATS EN SOCIAL BUSINESS EN 2013

La Fondation a fortement accéléré en 2013 le développement de son activité en social business : onze nouveaux financements ont été approuvés par le Comité de Projets en faveur de huit entreprises de Social Business, pour un montant total de 2,3 million d'euros. Parmi ces entreprises, on peut citer :

- **Biotropical**, entreprise de social business au Cameroun, spécialisée dans la production, la transformation et l'exportation de fruits tropicaux sous label d'agriculture biologique.
- **Sénégalaise des Filières Alimentaires (SFA)**, entreprise de social business, spécialisée dans la production, la transformation et la distribution de riz au Sénégal.
- **Phare Performing Social Enterprise (PPSE)**, société de production et de diffusion de spectacles vivants, créée au Cambodge sous forme de social business en partenariat avec l'ONG Pare Ponleu Selpak (PPS).
- **ACAD-Finance**, institution de microfinance à vocation rurale et agricole en Palestine : la Fondation a signé un protocole d'investissement en vue d'une prise de participation au capital dont le décaissement est prévu en 2014.

Au 31 décembre 2013, la Fondation détient un portefeuille de participations dans 10 entreprises ou institutions de social business, pour un montant, en valeur historique, de 3 872 millions d'euros*. La diversité géographique et sectorielle de ce portefeuille et la diversité des partenariats noués –grands groupes, entrepreneurs individuels, ONG– démontrent le potentiel de l'approche social business dans la lutte contre la pauvreté, dès lors que la mission sociale est claire et partagée par tous les actionnaires.

GEOGRAPHICAL PRIORITIES

The Foundation's Social Business activities target in priority Sub-Saharan Africa, North Africa, the Middle East, South Asia and South East Asia.

OUR RESULTS IN THE FIELD OF SOCIAL BUSINESS IN 2013

In 2013, the development of the Foundation's social business activities has strongly accelerated: eleven new funding have been approved by the Projects Committee in support of eight Social Business companies for a total amount of €2.3 million. Among these companies, we can mention:

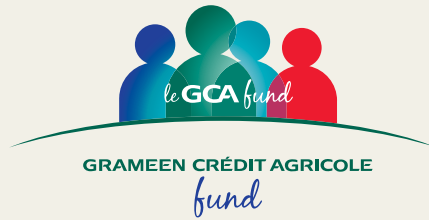
- **Biotropical**, a Cameroonian social business company, specialising in the production, processing and export of organic tropical fruits.
- **Sénégalaise des Filières Alimentaires (SFA)**, a social business company specialising in the production, processing and distribution of rice in Senegal.
- **Phare Performing Social Enterprise (PPSE)**, a company specialising in the production and dissemination of live shows, created in Cambodia as a social business in partnership with the NGO Phare Ponleu Selpak (PPS).
- **ACAD-Finance**, a Palestinian rural and agricultural microfinance institution: the Foundation signed a memorandum of investment to take a majority stake in the capital to be disbursed in 2014.

At 31 December, 2013, the Foundation has a portfolio of holdings in ten social business companies or institutions for an amount, at historical value, of €3.872* million. The geographical and sectoral diversity of the portfolio and the diversity of partnerships –large groups, individual entrepreneurs, NGOs– demonstrate the potential of the social business approach in the fight against poverty, since the social mission is clear and shared by all shareholders.



* Y compris investissements approuvés, non décaissés / including investments approved but not yet disbursed.

Grameen Crédit Agricole Fund



Pour donner plus d'ampleur et de visibilité à son action en faveur d'entreprises de social business, la Fondation a conçu le projet très innovant d'un fonds d'investissement entièrement dédié au financement de ce type d'entreprises, et qui serait lui-même un social business.

Le Fonds Grameen Crédit Agricole a l'objectif de lever 15 à 20 millions d'Euros auprès d'investisseurs professionnels ou avertis, socialement motivés, désireux de contribuer par leur investissement à la mission de la Fondation. Celle-ci prendra elle-même une participation de 20% dans le Fonds, dont une partie dans la tranche subordonnée, et sera en position, grâce à un mandat de conseil exclusif, de garantir la mise en œuvre de la politique d'investissement, conformément à l'approche social business. Le Fonds, régi par la loi luxembourgeoise sur les Fonds d'investissement spécialisés, est une SICAV en forme de CoopSA. La Commission de Surveillance du Secteur Financier du Luxembourg a donné son visa sur le prospectus du Fonds le 14 janvier 2013.

La banque dépositaire et l'agent administratif du Fonds est CACEIS Bank Luxembourg. Le conseil d'administration de la Fondation a désigné le Professeur M. Yunus, Monsieur Jean-Michel Sévérino, Monsieur Christian Talgorn et Monsieur Jean-Luc Perron pour la représenter au conseil d'administration du Fonds. La composition du conseil d'administration du Fonds a été complétée avec Monsieur Jean-François Abadie, Directeur Général de Crédit Agricole Luxembourg, et un comité d'investissement provisoire a été formé, constitué de Messieurs Raphaël Appert, Yves Couturier et du Professeur Latifee. Ces instances seront ouvertes à de nouvelles personnalités dès le closing du Fonds.

Le Conseil d'administration du Fonds a élu le Professeur M. Yunus à sa présidence et Monsieur Jean-Michel Sévérino comme Vice-Président. Le conseil d'administration du Fonds s'est réuni à deux reprises en 2013, les 27 juin et 6 novembre. Il a nommé Messieurs Pascal Webanck et Christophe Person comme day-to-day managers, et le Cabinet Deloitte Luxembourg comme auditeur externe.

La Fondation a poursuivi en 2013 ses efforts pour coaliser autour d'elle des investisseurs publics et privés dans le cadre du Grameen Crédit Agricole Fund. S'agissant d'un fonds pionnier, le process est nécessairement long. Les agences de coopération et les institutions financières multilatérales marquent un intérêt croissant pour cette nouvelle approche et se dotent progressivement d'outils d'intervention adaptés. Les Fondations privées s'intéressent de plus en plus à une approche qui conjugue esprit d'entreprise et philanthropie au service de la lutte contre la pauvreté.

L'équipe de la Fondation a été très active sur tous ces fronts en 2013. Ces efforts de promotion devraient porter leurs fruits en 2014.

To broaden the scope and visibility of its action in favour of social businesses, the Foundation has devised an innovative project, an investment fund entirely dedicated to the funding of this type of company and which will itself be a Social Business.

The Grameen Crédit Agricole Fund has the objective to raise 15 to 20 million euros sought from socially motivated professional and informed investors, who wish to contribute through their investment to the Foundation's mission. The Foundation itself will take a 20% stake in the Fund, a portion of which in the subordinate tranche, and be in a position, thanks to an exclusive advisor mandate, to guarantee the implementation of the investment policy, in accordance with the social business approach. The Fund is governed by the Luxembourg law on specialized investment funds, and has the form of a SICAV, which itself has the legal structure of a CoopSA (Cooperative organised as a Limited Company). The Luxembourg CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier) gave its final approval on 14 January 2013.

CACEIS Bank Luxembourg is the custodian and administrative agent for the Fund. The Board of Directors of the Foundation appointed Professor Yunus, Mr. Jean-Michel Severino, Mr. Christian Talgorn, and Mr. Jean-Luc Perron to represent it on the Board of Directors of the Fund. The composition of the Fund's Board of Directors was completed with Mr. Jean-François Abadie, Managing Director of Crédit Agricole Luxembourg, and a provisional investment committee was created, composed of Mr. Raphaël Appert, Mr. Yves Couturier and Professor Latifee. These bodies - the Board of Directors and the Investment Committee - are intended to be open to other people at closing of the Fund.

The Board of Directors of the Fund elected Professor Yunus as Chairman and Mr. Jean-Michel Severino as Vice-Chairman. The Board met twice in 2013: on 27 June and on 6 November. It also appointed Mr. Pascal Webanck and Mr. Christophe Person as day-to-day managers and Deloitte & Touche Luxembourg as the external auditors.

In 2013, the Foundation pursued its efforts to attract public and private investors within the framework of the Grameen Crédit Agricole Fund. Being a pioneer fund, the process is necessarily a long one. Cooperation agencies and multilateral financial institutions show a rising interest in this new approach and are gradually adopting appropriate action tools. Private Foundations are increasingly interested in an approach that combines business and philanthropy in service of eradicating poverty.

The Foundation staff has been very active on all these fronts in 2013. Such promotional efforts should bear fruit in 2014.

Notre portefeuille d'investissements

Our investment portfolio

Entreprises <i>Businesses</i>	Secteurs d'activité <i>Business sector</i>	Pays d'implantation et date de création de l'entreprise <i>Country of operation and date of creation of the business</i>	Date d'entrée dans le portefeuille de la Fondation <i>Date of investment by the Foundation</i>	Montant de l'investissement (Coût d'acquisition) <i>Total investment amount (Acquisition cost)</i>			
				% de détention du capital <i>of capital held</i>	en capital <i>capital</i> (€'000)	en dette <i>debt</i> (€'000)	Total (€'000)
ABC Microfinance		France 2008	2010	4,7%	206	0	206
Laiterie du Berger		Sénégal/Senegal 2006	2010	10,7%	462	157	619
Chamroeun		Cambodge/Cambodia 2006	2012	19,9%	260	540	800
Grameen Danone Food ltd		Bangladesh 2006	2012	9,2%	711**	0	711
PhileoL Madagascar		Madagascar 2008	2012	15,2%	100***	88	188
UV+Solaire		France 2008	2012	20,0%	51	99	150
Sénégalaise des Filières Alimentaires(SFA)		Sénégal/Senegal 2013	2013	20,0%	143	200	343
Phare Performing Social Enterprise (PPSE)		Cambodge/Cambodia 2013	2013	16,1%	48	148	196
Biotropical		Cameroun/Cameroon 2000	2013	15,4%	94	176****	270
ACAD-Finance*		Palestine 1988	2013	9,4%	389	0	389
TOTAL					2 464	1 408	3 872


Services financiers
Financial services


Santé
Health


Agro alimentaire
Agri-food


Culture
Culture

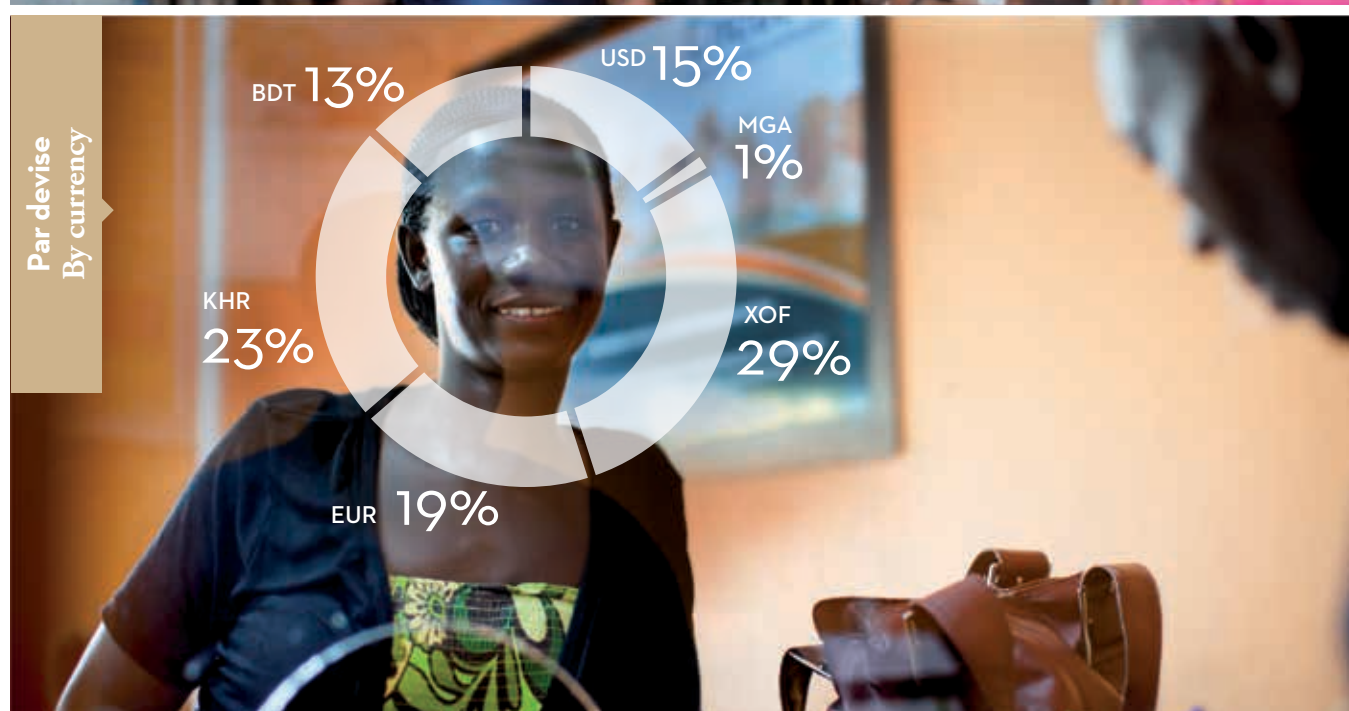
* Investissement approuvé mais non décaissé / Investment approved but not yet disbursed.

** Y compris 238 000 EUR approuvés, non décaissés / Including EUR 238,000 approved but not yet disbursed.

*** Y compris 50 000 EUR approuvés, non décaissés / Including EUR 50,000 approved but not yet disbursed.

**** Y compris 89 000 EUR approuvés, non décaissés / Including EUR 89,000 approved but not yet disbursed.

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS AU 31 DÉCEMBRE BREAKDOWN OF COMMITMENTS AS OF 31 DECEMBER



PHARE PERFORMING SOCIAL ENTERPRISE - PPSE



Phare Performing Social Enterprise (PPSE) est une entreprise sociale pionnière au Cambodge qui produit et diffuse des spectacles vivants et développe d'autres produits culturels au Cambodge et à l'étranger. Les artistes de PPSE viennent de milieux défavorisés et ont bénéficié des formations dispensées par l'Association Phare Ponleu Selpak, active au Cambodge depuis 20 ans. PPSE crée des emplois de qualité, sécurise des retombées touristiques au profit de la population locale, renforce l'identité culturelle cambodgienne et améliore l'accès à l'éducation d'enfants et d'adolescents marginalisés.

LE DÉFI SOCIAL

La croissance économique rapide cambodgienne s'est accompagnée d'inégalités croissantes. Les jeunes en recherche d'emploi, issus de milieux défavorisés, sont particulièrement vulnérables. Ils sont handicapés par le manque d'accès à un enseignement primaire et secondaire de qualité, ce qui, bien souvent, les empêche d'accéder à des emplois de classe moyenne et accentue leur précarité. Seuls 20% des jeunes ont un emploi stable et de bonne qualité. La manne touristique est également mal répartie. Ainsi la région de Siem Reap, à proximité des temples d'Angkor, attire 3 millions de touristes par an mais demeure une des régions les plus pauvres du pays : 35% de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

L'INNOVATION

PPSE est une entreprise sociale culturelle créée en 2012 à partir de la réussite sociale et commerciale de Phare Ponleu Selpak Association (PPSA).

PPSA est une ONG cambodgienne créée en 1994, assurant à des enfants en grande précarité l'accès à une instruction conventionnelle et à une éducation artistique. Aujourd'hui PPSA accueille 1.500 enfants dans l'école publique basée sur leur site en périphérie de Battambang (50% sont des fillettes) ; 30 % des enfants scolarisés suivent une formation artistique.

En capitalisant sur son expérience, la reconnaissance institutionnelle et la réussite commerciale de ses spectacles, PPSA a décidé de créer Phare Performing Social Enterprise (PPSE), une entreprise créative pionnière au Cambodge, avec 3 objectifs principaux :

- Contribuer à la lutte contre la pauvreté, notamment en favorisant les revenus et l'emploi et en développant un secteur créatif rentable et pérenne.
- Contribuer au rayonnement de l'industrie culturelle au Cambodge.
- Redistribuer une partie des profits vers PPSA actionnaire majoritaire, afin d'assurer la pérennité de sa mission éducative et sociale.

PPSE est basée à Siem Reap et a aujourd'hui 3 pôles d'activités : un pôle performance circassienne (cirque), un pôle production, qui organise les tournées locales et internationales, et un pôle vente de produits culturels.

Phare Performing Social Enterprise (PPSE) is a pioneering social enterprise in Cambodia that produces and disseminates live shows and other cultural products in Cambodia and abroad. PPSE artists come from disadvantaged backgrounds and have benefited from the training provided by the Phare Ponleu Selpak Association which has been active in Cambodia for 20 years. PPSE creates high-quality jobs, secures tourism benefits for the benefit of the local population, strengthens the Cambodian cultural identity and improves access to education for marginalized children and adolescents.

THE SOCIAL CHALLENGE

Cambodia's rapid economic growth has been accompanied by growing inequality. Young job seekers who come from deprived environments are especially vulnerable. They are handicapped by the lack of access to quality primary and secondary education, which often prevents them from getting access to middle class jobs and increases their vulnerability. Only 20% of young people have a stable and good quality job. The windfalls from tourism are also unevenly distributed. Thus the Siem Reap Region, near the Angkor temples, which attracts three million tourists per year, remains one of the poorest regions in the country: 35% of its inhabitants live below the poverty line.

THE INNOVATION

PPSE is a cultural social enterprise established in 2012 as a result of the social and commercial success of Phare Ponleu Selpak Association (PPSA).

PPSA is a Cambodian NGO, created in 1994, that provides access to conventional and arts education for highly vulnerable children. Today, PPSA hosts 1,500 children (50% of which are young girls) in public schools located on their site on the outskirts of Battambang. 30% of these children undergo artistic training.

Capitalizing on its experience, institutional recognition and the commercial success of its shows, PPSA decided to create Phare Performing Social Enterprise (PPSE), a pioneering creative company in Cambodia, with three main objectives:

- Contribute to the fight against poverty, in particular by favouring income and employment and developing a profitable and sustainable creative sector
- Contribute to the influence of the cultural industry in Cambodia
- Reallocate a portion of its profits to PPSA, the major shareholder, to ensure the sustainability of its educational and social mission.

PPSE is based in Siem Reap, and today has three poles of activity: a circus performance pole (Circus), a production pole in charge of organising local and international touring, and a sale of cultural products pole.



L'IMPACT

- En s'appuyant sur le secteur créatif comme vecteur de croissance, PPSE crée de l'emploi, sécurise les revenus et favorise le développement d'opportunités artistiques et d'infrastructures de qualité;
- PPSE contribue au renforcement de l'identité cambodgienne, développe l'accès de tous les publics à la culture, y compris les communautés pauvres de Siem Reap;
- PPSE pérennise la mission sociale de PPSA;
- PPSE s'attache à ce que la manne touristique profite aux petits acteurs économiques de la région (tuk tuk, restaurants).

LE SOUTIEN DE LA FONDATION GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE

La Fondation est actionnaire à hauteur de 16.1% de PPSE et participe à son Conseil d'Administration. Elle finance également l'entreprise par un compte courant d'associé d'environ 150 000€.

La Fondation a choisi d'accompagner PPSE pour son action pionnière en tant qu'entreprise sociale créative, son action innovante dans le domaine de l'accès à l'emploi et à la formation, sa contribution au rayonnement culturel du Cambodge, aux côtés de PPSA, qui détient la majorité du capital de l'entreprise.

THE IMPACT

- Based on the creative sector as a vehicle for growth, PPSE creates jobs, secures revenue and encourages the development of artistic opportunities and a quality infrastructure;
- PPSE contributes to strengthening the Cambodian identity and provides access to culture for everyone, including poor communities in Siem Reap;
- PPSE perpetuates the social mission of PPSA;
- PPSE attaches real importance to sharing the windfalls from tourism with small economic actors in the area (tuk tuk, restaurants).

THE SUPPORT OF THE GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION

The Foundation owns a 16.1% stake in PPSE and is represented on its Board of Directors. It also supports the company with a shareholders' current account of about €150,000.

The Foundation has chosen to support PPSE for its pioneering work as a creative social enterprise, its innovative work in the field of access to employment and training and its contribution to the cultural influence of Cambodia, alongside PPSA which holds the majority of the firm's shares.

La Fondation : un acteur engagé

The Foundation: a committed actor

La Fondation prend une part active dans des plateformes et organisations professionnelles et auprès des institutions nationales et internationales pour faire entendre la voix d'une microfinance responsable et promouvoir l'approche social business.

The Foundation is actively involved in professional organisations and platforms and with national and international institutions to make the voice of responsible microfinance heard and promote the social business approach.

La Fondation est membre des plateformes ou partie prenante des initiatives suivantes :

● **Convergences** (www.convergences.org)

Plateforme d'échange et de débat présidée par Jean-Michel Sévérino, Convergences réunit un large éventail d'acteurs français publics (AFD, Ville de Paris, OCDE...), privés (entreprises, banques, HEC...) et solidaires (Handicap International, ACTED, Groupe SOS...) pour promouvoir les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la précarité dans les pays du Nord et du Sud. La Fondation en est membre depuis sa création et son Délégué Général en est Vice-Président. Les problématiques abordées sont la microfinance, l'économie sociale et solidaire, le social business, la coopération internationale et les objectifs post 2015 du développement durable et équitable. Le Forum Mondial de Convergences réunit chaque année plus de 5,000 participants en septembre à Paris. C'est dans le cadre de Convergences que la Fondation a élaboré « l'Appel Mondial pour une microfinance responsable », auquel se sont rattachés les principaux réseaux US de microfinance.

● **La Plate-forme européenne de microfinance** (www.emfp.org)

Réunit les principaux acteurs européens de la microfinance dans les pays du Sud : ONG, fonds d'investissement, sociétés de conseil, universitaires. La Semaine de la microfinance en novembre au Luxembourg en constitue la principale manifestation. Dans le cadre de la plateforme européenne, la Fondation a animé un groupe de travail des investisseurs spécialisés dans le financement des IMF de taille petite (Tier 3) ou intermédiaire (Tier 2).

● **Le Réseau International de microassurance** (www.microinsurancenet.org)

Au sein duquel la Fondation joue un rôle actif, notamment dans l'élaboration du manuel d'indicateurs de performance sociale en micro-assurance, contribuant ainsi à une meilleure reconnaissance du rôle social des mécanismes d'atténuation des risques pour les pauvres, qui n'ont pas accès à l'assurance formelle ni aux mécanismes de protection sociale.

● **European Venture Philanthropy Association** (www.evpa.eu.com)

L'EVPA partage avec la Fondation la vision d'une philanthropie agissant sur le mode entrepreneurial pour répondre aux problèmes sociaux de précarité, d'exclusion et de pauvreté. Le Délégué Général de la Fondation est intervenu à la conférence annuelle d'EVPA à Genève en novembre 2013.

The Foundation is a member or a stakeholder of the following platforms or initiatives:

● **Convergences** (www.convergences.org)

A platform for exchange and discussion chaired by Jean-Michel Severino, Convergences brings together a wide range of French public (AFD, City of Paris, OECD...), private (companies, banks, HEC...) and solidarity (Handicap International, ACTED, SOS Group...) actors to promote the Millennium Development Goals (MDGs) and combat poverty, exclusion and insecurity in the North and the South. The Foundation is one of its members since its inception and its Managing Director is the Vice-President. The issues addressed include microfinance, social and solidarity economy, social business, international cooperation and the post 2015 sustainable and equitable development goals. Each year, in September, the Convergences Global Forum gathers more than 5,000 participants in Paris. It is within the framework of Convergences that the Foundation has designed the "Global Appeal for responsible microfinance" to which the main U.S. microfinance networks have adhered.

● **The European Microfinance Platform** (www.emfp.org)

brings together leading European microfinance actors in the South: NGOs, investment funds, consulting firms and academics. The Microfinance Week in November in Luxembourg is the main event. Within the framework of the European Platform, the Foundation led a working group on investors specialising in the funding of small (Tier 3) or intermediate (Tier 2) MFIs.

● **The International Microinsurance Network** (www.microinsurancenet.org)

In which the Foundation plays an active role, especially in drafting the handbook on microinsurance social performance indicators, thereby contributing to a better recognition of the social role of risk mitigation mechanisms for the poor, who do not have access to formal insurance or social protection mechanisms.

● **European Venture Philanthropy Association** (www.evpa.eu.com)

The EVPA shares with the Foundation its vision of philanthropy acting on the business-like way to address social problems of deprivation, exclusion and poverty. The Managing Director of the Foundation stood up at the annual EVPA Conference in Geneva in November 2013.

● **Social Performance Task Force (SPTF)**

Cette instance mondiale, dont Jürgen Hammer, Directeur du pôle investissement de la Fondation, a été élu administrateur, a élaboré les « standards universels de gestion de la performance sociale », qui ont vocation à constituer le référentiel commun aux Institutions de microfinance, aux bailleurs de fonds, aux investisseurs et aux agences de rating.

● **Groupe des Experts de la Commission en Entrepreneuriat Social (GECES)**

Le Délégué Général est membre de ce Groupe d'Experts, chargé par la Commission Européenne de donner des avis sur la mise en œuvre de sa Social Business Initiative. Le rapport élaboré dans le cadre du GECES sur la mesure de l'impact social est appelé à servir de référence pour la mise en œuvre des Fonds européens d'entrepreneuriat social.

● **Famille Grameen**

La Fondation est bien sûr partie prenante des débats et des rencontres organisés à l'initiative du Professeur Yunus. Ainsi la Fondation était présente et est intervenue dans les manifestations suivantes : European Social Business Forum en avril à Wiesbaden (Allemagne), Social Business Day à Dacca fin juin, Global Social Business Summit à Kuala Lumpur (Malaisie) en novembre. Le Délégué Général a représenté la Fondation à la cérémonie de remise de la Médaille d'Or du Congrès Américain au Professeur Yunus le 17 avril 2013, sous la Coupole du Capitole à Washington.

Par ailleurs, le Délégué Général de la Fondation est membre du groupe de travail français récemment constitué dans le cadre de la Task Force du G8 sur l'Impact Investing.

● **Social Performance Task Force (SPTF)**

The global forum, of which Jürgen Hammer, Head of the Investment unit of the Foundation is a Director, has developed the "universal standards of social performance management" which are intended to constitute a reference framework common to microfinance institutions, donors, investors and rating agencies.

● **Commission's Expert Group on Social Entrepreneurship (GECES)**

The Managing Director of the Foundation is a member of the Expert Group, appointed by the European Commission to advise on the implementation of its Social Business Initiative. The report developed within the framework of GECES on the measurement of the social impact is expected to be a reference for the implementation of the European Social Entrepreneurship Fund.

● **Grameen Family**

The Foundation is of course an active participant in discussions and meetings organised at the initiative of Professor Yunus. The Foundation was thus represented and contributed to the following events: European Social Business Forum in April in Wiesbaden (Germany), Social Business Day in Dhaka at the end of June, Global Social Business Summit in Kuala Lumpur (Malaysia) in November. The Managing Director represented the Foundation at the award of the Congressional Gold Medal to Professor Yunus on 17 April, 2013, under the dome of the Capitol in Washington.

Furthermore, the Foundation's Managing Director is a member of the French advisory Board recently formed within the framework of the G8 Task Force on Impact Investing.



Groupe de travail e-mfp sur les IMF de taille intermédiaire e-mfp Working Group on MFIs of intermediate size

La Fondation Grameen Crédit Agricole a présenté l'étude réalisée par le Groupe d'action de l'e-MFP sur les investisseurs qui se focalisent sur les IMF de taille intermédiaire, à savoir les Tier 2 et 3, tels qu'ils ont été définis par ce même groupe, en partenariat avec MicroRate. L'étude a pu analyser le portefeuille d'investissement à fin 2012 de onze investisseurs basés en Europe auprès de 389 institutions classées en Tier 2 et Tier 3 dans 76 pays. L'étude fait ressortir notamment les éléments importants suivants : si 32,7% des IMF étudiées se trouvent en Afrique Sub-Saharienne, elles ne représentent que 15,4% des investissements. Ce chiffre, très supérieur à celui de l'étude de Symbiotics (7%), démontre que les investissements en Afrique Sub-Saharienne sont beaucoup plus petits et concernent une forte proportion d'IMF de Tier 3.



The Grameen Crédit Agricole Foundation presented the study conducted by the e-MFP Action Group on investors who focus on intermediate-sized MFIs, namely Tier 2 and 3 MFIs, as defined by this same group, in partnership with MicroRate. The study was able to analyse the investment portfolio, as at the end of 2012, of eleven European investors in 389 Tier 2 and Tier 3 institutions in 76 countries. The study highlights the following key elements: although 32.7 % of the MFIs studied are located in Sub-Saharan Africa, they only represent 15.4 % of investments. This figure, much higher than that of the Symbiotics' study (7%), demonstrates that investments in Sub-Saharan Africa are much smaller and involve a high proportion of Tier 3 MFIs.



NOTRE PERFORMANCE



SOCIALE



OUR SOCIAL

PERFORMANCE

Équilibrer l'évaluation de la performance sociale et financière tout en poursuivant l'ambition d'ouvrir la voie à des pratiques plus responsables a été dès le début, l'objectif de la Fondation.

Balancing Social and Financial Performance evaluation while pursuing the ambition of paving the way for more responsible practice were the very initial objectives of the Foundation.

Notre approche de la performance sociale en microfinance

Our approach to social performance in the microfinance field

Après la mise en œuvre et le déploiement d'un processus d'évaluation approfondie à double critère (c'est-à-dire, financier et social) entre 2008 et 2012, les activités de la Fondation pour l'année 2013 ont été principalement marquées par un fort soutien aux efforts déployés par le secteur pour en améliorer l'efficacité et la transparence grâce à l'élaboration d'un langage et de normes communes pour la définition, l'évaluation et le suivi de la performance sociale.

After implementing and rolling out a process of in-depth double bottom line (i.e. financial and social) evaluation from 2008 to 2012, our activities in the year 2013 were mainly marked by a strong support of the industry-wide efforts for improving sector efficiency and transparency through developing a common language and standards for the definition, assessment and monitoring of Social Performance.

POSITIONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

La Fondation a maintenu un fort positionnement sur l'Afrique Sub-saharienne avec 29% des investissements sur ce continent et avec le plus grand nombre de nos partenaires IMF (13) et d'entreprises de Social Business (4).

GEOGRAPHICAL POSITIONING

The Foundation has maintained a strong position in Sub-Saharan Africa with 29% of its investments made in the continent and with the greatest number of partner MFIs (13) and Social Business companies (4) located there.

UNE PRIORITÉ POUR LE MONDE RURAL ET LES FEMMES

En 2013, la Fondation a continué de donner la priorité aux IMF servant principalement les femmes. Ainsi, les IMF partenaires de la Fondation, c'est-à-dire les IMF avec lesquelles la Fondation est engagée contractuellement, cumulent un total de 2 025 591 emprunteurs actifs dont 86,2% de femmes, un pourcentage légèrement en baisse par rapport à 2012 mais relativement stable. La part des emprunteurs en zone rurale baisse légèrement et passe ainsi de 84,8% à 83,3%, dont 90,9% en Asie du sud et du sud-est.

PRIORITY GIVEN TO RURAL AREAS AND WOMEN

In 2013, the Foundation continued to give priority to MFIs serving primarily women. Thus, the MFI partners of the Foundation, that is the MFIs with whom the Foundation is contracted, generated a total of 2,025,591 active borrowers of whom 86.2% were women, a relatively stable percentage but slightly down compared to 2012. The portion of borrowers in rural areas declined slightly from 84.8% to 83.3%, of whom 90,9% were located in South Asia and South East Asia.

CIBLAGE SUR LES INSTITUTIONS DE TAILLE INTERMÉDIAIRE

En 2013 la Fondation a poursuivi son objectif de travailler avec des institutions de taille intermédiaire, qui n'ont pas toujours accès à des financements extérieurs et qui ont besoin de trouver de nouvelles sources de financement pour se développer. Elle a activement participé au travail de classification des institutions de microfinance « tier » avec l'e-MFP. A fin 2013 parmi les 33 IMF partenaires (dont 2 entreprises de Social Business), 17 peuvent être considérées comme des institutions de tier 2 et 10 comme des institutions de tier 3, c'est-à-dire des institutions encore fragiles mais présentant un potentiel de croissance et d'amélioration important. Six sont considérées comme des institutions de tier 1, plus matures mais avec une mission sociale alignée avec nos critères.

FOCUS ON INTERMEDIATE-SIZED INSTITUTIONS

In 2013, the Foundation pursued its objective of working with intermediate-sized institutions, which do not always have access to external financing and need to find new sources of funding to grow. It contributed to the "tier" classification process of microfinance institutions alongside the e-MFP. At the end of 2013, among the 33 partner MFIs (including two Social Business companies), 17 could be considered as Tier 2 institutions and ten as Tier 3 institutions, that is, institutions still weak but with high potential for growth and improvement. Six institutions are considered as Tier 1 institutions, more mature but with a social mission aligned with our criteria.

LES PARTENAIRES DE LA FONDATION INTERVIENNENT AUPRES DES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES

A fin décembre 2013, 27% des encours de la Fondation se situent dans des pays à faible niveau de développement humain : Bénin, Burkina Faso, République Démocratique du Congo, Kenya, Mali, Madagascar, Sénégal, Togo, Zambie et Timor Leste.

Le prêt moyen accordé par les institutions partenaires est resté très bas: 343€. Il existe toutefois des différences importantes entre les régions, le plus bas étant en Asie du Sud et du Sud-Est avec 290€ et le plus élevé au Moyen orient et Afrique du nord avec 1 332€. Dans chaque région il reste bien inférieur au revenu moyen par habitant, ce qui implique que les partenaires de la Fondation travaillent avec des populations relativement pauvres.

PARTNERS OF THE FOUNDATION WORK WITH THE POOREST POPULATIONS

As of December 2013, 27% of the Foundation's outstanding commitments are in low human development countries: Benin, Burkina Faso, DRC, Kenya, Mali, Madagascar, Senegal, Togo, Zambia and East Timor.

The average loan granted (weighted by the number of clients per MFI) remained very low at € 343, although we can note significant differences between regions, with the lowest average loan in South and South East Asia (€ 290) and highest in the Middle East and North Africa (€ 1,332). In each region, the average loan remains well below the average gross domestic product per capita, which proves that the Foundation partners work with relatively poor people.

Profil des IMF partenaires <i>Profile of partner MFIs</i>	Global <i>Total</i>	Afrique Sub-saharienne <i>Sub-Saharan Africa</i>	Asie du Sud et du Sud-Est <i>South and South-East Asia</i>	Europe de l'Est et Asie Centrale <i>Eastern Europe & Central Asia</i>	Moyen orient et Afrique du nord <i>Middle East and North Africa</i>
Nombre des IMF partenaires <i>Number of partner MFIs</i>	33*	13	11	8	1
Encours de crédit total en Mns d'euros <i>Total outstanding loans (million Euros)</i>	695	191	397	103	4
Nombre d'emprunteurs actifs <i>Number of active borrowers</i>	2.025.591	536.356	1.372.061	114.068	3.106
% Femmes <i>Women</i>	86,2%	91,4%	88,1%	38,8%	69,1%
% Emprunteurs ruraux <i>Rural borrowers</i>	83,3%	66,9%	90,9%	70,0%	69,1%
Prêt moyen (EUR) <i>Average loan (EUR)</i>	343,10 €	355,39 €	289,51 €	903,10 €	1.332,15 €

* Y compris les activités microcrédit de ACAD-Finance et Chamroeun / Including microcredit activities of ACAD-Finance and Chamroeun.

Quatre questions sur les normes universelles de gestion de la performance sociale (USSMP) en microfinance à

Four questions on the Universal Standards for Social Performance management (USSMP) in Microfinance to

1. Pourquoi des normes en matière de performance sociale en microfinance?

Les normes universelles offrent à la microfinance une approche commune pour la réalisation des objectifs sociaux, de telle sorte que le secteur puisse être aussi rigoureux en matière de performance sociale qu'en matière de gestion financière. En outre, un outil d'évaluation complémentaire a été développé par l'ONG CERISE afin d'améliorer la compréhension et la transparence de la gestion de la performance sociale. Cet outil est le "Social Performance Indicator 4".

2. Qu'est-ce que les normes universelles de gestion de la performance sociale?

Les normes universelles clarifient et uniformisent la gestion de la performance sociale (SPM) et rassemblent les bonnes pratiques mises en œuvre avec succès dans le secteur dans un manuel complet. Elles ont été élaborées par et pour les professionnels de la microfinance comme une ressource pour aider les institutions financières à atteindre leurs objectifs sociaux.

3. Qui est concerné par les normes universelles?

Elles s'appliquent à tous les prestataires de services financiers avec un ou plusieurs objectifs sociaux.

Les normes universelles ne dictent pas les objectifs sociaux spécifiques que chaque institution doit se fixer mais identifient les modes de gestion qui aident une institution à progresser vers les objectifs fixés.

Les normes universelles traduisent également une volonté forte du secteur de la microfinance de s'autoréguler et renforcent la crédibilité de nos institutions et la réputation de notre secteur d'activité.

1. Why a standard for Social Performance in microfinance?

The Universal Standards provide microfinance with a common approach to achieving social goals, so the industry can be as rigorous about social performance as it is about financial management. In addition, an accompanying assessment tool has since been developed by the NGO CERISE to improve the understanding and transparency of social performance. This tool is the "Social Performance Indicator 4".

2. What are the USSPM?

USSMP clarify and standardize social performance management (SPM) and bring together good practices implemented successfully throughout the industry into one comprehensive manual. They were created by and for people in microfinance as a resource to help financial institutions achieve their social goals.

3. Who is concerned by USSMP?

They apply to any financial service provider with one or more social goals.

USSPM do not dictate what specific social goals an institution should have, but identify the management practices that help an institution make progress toward its chosen goals.

USSMP also demonstrate a significant, voluntary effort by the microfinance sector to self-regulate and enhance the credibility of our institutions and the reputation of our industry.



JÜRGEN HAMMER*

Directeur du pôle investissement de la Fondation
Head of the Investment Unit of the Foundation

4. Comment sont organisées les normes universelles de gestion de la performance sociale?

Le manuel des normes universelles organise les pratiques de gestion de la performance sociale selon six dimensions :

1. Définir et suivre les objectifs sociaux : l'institution connaît sa cible, ses objectifs, et comment ses produits et services aident à atteindre ces objectifs.
2. S'assurer de l'engagement du conseil d'administration, de la direction, et du personnel en faveur des objectifs sociaux : les responsables surveillent activement les objectifs sociaux de l'institution et les employés comprennent la stratégie de l'institution et comment leur travail contribue à la réalisation du double objectif social et financier.
3. Concevoir des produits, services, modèles de prestations et canaux de distribution qui répondent aux besoins et préférences des clients : l'institution recueille directement les opinions des clients et développe des produits et services qui offrent des bénéfices aux clients en 1) réduisant les obstacles à l'inclusion financière, 2) en renforçant leur capacité à faire face aux situations d'urgence, et 3) en leur permettant d'investir dans des opportunités économiques et de faire face aux besoins du ménage.
4. Traiter les clients de manière responsable : l'institution intègre des mécanismes de protection des clients dans tous les aspects de son travail, depuis les objectifs qu'elle s'est fixés jusqu'à la façon dont elle interagit avec les clients et forme ses salariés, en passant par les produits et services qu'elle offre.
5. Traiter les employés de manière responsable : l'institution s'assure que les employés sont protégés, formés et qu'ils sont motivés.
6. Equilibrer la performance financière et sociale : l'institution équilibre sa quête de pérennité et sa mission de performance sociale.

4. How are USSPM organized?

The Universal Standards manual organizes SPM practices into the following six dimensions:

1. Define and Monitor Social Goals –The institution knows who it is targeting, what its goals are, and how its products and services help to achieve those goals.
2. Ensure Board, Management, and Employee Commitment to Social Goals – Managers actively monitor the institution's social goals and employees understand the institution's strategy and how their own work contributes to achieving both social and financial goals.
3. Design Products, Services, Delivery Models and Channels That Meet Clients' Needs and Preferences – The institution gathers direct input from clients and develops products and services that create benefits for clients by 1) reducing barriers to financial inclusion, 2) strengthening ability to cope with emergency situations, and 3) enabling them to invest in economic opportunities and address anticipated household needs.
4. Treat Clients Responsibly –The institution incorporates client protection mechanisms in every aspect of its work– from the goals it sets, to how it interacts with clients and trains employees, to the products and services it offers.
5. Treat Employees Responsibly –The institution ensures that employees are protected, trained, and are motivated.
6. Balance Financial and Social Performance –The institution balances its pursuit of sustainability and its social performance mission.

* Jürgen Hammer est également responsable de la gestion de la performance sociale au sein de la Fondation. Il a été élu en 2013 en tant que l'un des représentants de la communauté des investisseurs au Conseil d'Administration de la Social Performance Task Force. / Jürgen Hammer is also in charge of the Social Performance Management within the Foundation. He has been elected in 2013 as one of the investor community representatives on the Board of the Social Performance Task Force.

Notre approche de la Performance Sociale en Social Business

Our approach to Social Performance in the Social Business field

HARMONISER NOS PAROLES ET NOS ACTES

En février 2013, la Fondation Grameen Crédit Agricole a signé les Principes pour les Investisseurs en Finance Inclusive (PIIF).

Qu'est-ce que les PIIF?

Les PIIF offrent un cadre permettant aux signataires de partager les bonnes pratiques émergentes et de collaborer afin d'atteindre cet objectif. Les Principes ont été conçus par et pour les investisseurs institutionnels (fonds de pension, compagnies d'assurance, banques de financement du développement, fondations et gestionnaires de placements).

Les PIIF ont été lancés en Janvier 2011 afin d'offrir un cadre à l'investissement responsable dans la finance inclusive. La finance inclusive implique la responsabilité, pour tous les acteurs de la chaîne de financement (investisseurs, prestataires de services financiers de détail et autres parties prenantes) de comprendre, reconnaître et agir en conformité avec les intérêts du client final. Ces clients ont généralement de faibles revenus et sont contraints par les limites de leurs connaissances financières et de leur influence.

Qui signe les PIIF?

Les PIIF, conformes aux Principes pour l'Investissement Responsable (Principles for Responsible Investment - PRI) des Nations Unies, sont signés par des investisseurs directs ou gestionnaires de fonds et par des investisseurs indirects qui investissent via des fonds ou des sociétés holding. En signant, les investisseurs indiquent leur intention de respecter les principes dans leurs propres investissements, et de soutenir d'autres acteurs de la chaîne de financement dans la mise en oeuvre des Principes.

A fin décembre 2013, il y avait 58 signataires des PIIF, principalement des investisseurs institutionnels privés, dans 11 pays.

Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique ?

Les PIIF s'accompagnent d'un cadre d'auto-déclaration avec différents indicateurs pour les investisseurs directs et indirects. Le cadre est principalement conçu pour encourager la transparence et la responsabilité et favoriser le dialogue entre les investisseurs directs et indirects. La Fondation fera son rapport pour la première fois au cours de l'exercice 2014.

ALIGNING OUR WORDS WITH ACTION:

In February 2013, GCAMF signed the Principles for Investors in Inclusive Finance (PIIF).

What are the PIIF?

The PIIF provide a framework to enable signatories to share emerging good practice and collaborate to achieve this objective. The Principles were designed by and for institutional investors (pension funds, insurance companies, development finance banks, foundations, endowments and investment managers).

The PIIF were launched in January 2011 to provide a framework for responsible investment in inclusive finance. Inclusive finance carries with it the responsibility for all actors in the financing chain –investors, retail financial service providers and other stakeholders– to understand, acknowledge and act in accordance with the interests of the ultimate client. These clients typically have low incomes and are constrained by asymmetries in financial knowledge and influence.

Who signs the PIIF?

The PIIF, aligned with the United Nations-backed Principles for Responsible Investment (PRI), are signed by direct investors or fund managers and indirect investors investing via funds or holding companies. By signing, investors signal their intent to uphold the Principles in their own investments, and to support other actors in the financing chain to implement the Principles.

As of December 2013 there were 58 PIIF signatories, mainly private institutional investors, across 11 different countries.

How does it work in Practice?

The PIIF are accompanied by a self-reporting framework with different indicators for direct and indirect investors. The Framework is primarily designed to encourage transparency and accountability and to support dialogue between direct and indirect investors. The Foundation will report for the first time in the 2014 reporting exercise.

UN OUTIL CONCRET POUR NOS ENTREPRISES DE SOCIAL BUSINESS : LA CHARTE SOCIALE

Un Social Business se définit par sa mission sociale qui est au cœur de son business model et de ses pratiques commerciales. Toutes les parties prenantes, actionnaires, dirigeants, employés, financeurs, ainsi que les clients, participent à la réalisation de cette mission sociale.

La Fondation Grameen Crédit Agricole a élaboré la « Charte Social Business », structurée autour de sept principes généraux pour les entreprises de Social Business et complétée par des engagements mesurables communément admis, pour formaliser l'adhésion au concept fondamental du social business.

Les indicateurs de mesure sont approuvés par toutes les parties prenantes à un stade ultérieur au cours duquel les points de référence sont, dans la mesure du possible, pris à partir de normes accessibles au public telles que le MIX ou IRIS, tout en garantissant la cohérence avec les normes du secteur national.

En incluant cette Charte Sociale dans le Pacte d'actionnaires, les investisseurs et la direction de l'entreprise de Social Business s'engagent à en respecter les principes.

A CONCRETE EXAMPLE FOR OUR SOCIAL BUSINESS COMPANIES: THE SOCIAL CHARTER

A Social Business is driven by its social mission, which is at the heart of its business model and practices. Every stakeholder –shareholders, managers, employees, lenders and clients– takes part in the achievement of this social mission.

The Grameen Crédit Agricole Foundation has developed a “Social Business Charter”, structured along 7 generic principles for Social Businesses and completed by commonly agreed-upon, measurable commitments.

Indicators allowing for measuring are agreed upon by all the shareholders at a later stage, whereby benchmarks are, to the largest possible extent, taken from publically available standards, such as MIX or IRIS, while ensuring coherence with national sector standards.

By including this Social Charter in the Shareholders' Agreement, the investors and the top management of a Social Business company commit to its Principles.

EXEMPLE DE PRINCIPES DE BASE D'UN SOCIAL BUSINESS EXAMPLE OF THE BASIC PRINCIPLES OF A SOCIAL BUSINESS

PRINCIPE 1 PRINCIPLE

DÉFINITION D'ENTREPRISE BUSINESS DEFINITION

Le Social Business a pour objectif de contribuer à vaincre la pauvreté et la vulnérabilité au travers d'une approche entrepreneuriale.
The Social Business aims at contributing to the overcoming of poverty and vulnerability through a business based approach.

PRINCIPE 2 PRINCIPLE

OBJECTIF D'ENTREPRISE BUSINESS OBJECTIVE

L'objectif du Social Business est d'apporter des solutions à un ou plusieurs des problèmes qui menacent les personnes et la société.
The Social Business' objective is to provide solutions to one or more problems that threaten people and society.

PRINCIPE 3 PRINCIPLE

CLIENTS / CLIENTS

Le Social Business protège ses clients.
The Social Business protects its clients.

PRINCIPE 4 PRINCIPLE

RENDEMENT / RETURNS

Le Social Business vise à être rentable afin d'assurer sa viabilité économique et financière. Son objectif n'est pas la maximisation du profit. L'idée est que les profits soient réinvestis dans le but de maximiser l'impact social.
The Social Business aims at being profitable, to ensure its economic and financial sustainability. Its objective is not profit maximization. The intention is that profits shall be re-invested in order to maximize social impact.

PRINCIPE 5 PRINCIPLE

ENVIRONNEMENT / ENVIRONMENT

Le Social Business participe à un meilleur environnement. The Social Business contributes to a better environment.

PRINCIPE 6 PRINCIPLE

RESSOURCES HUMAINES / SATISFACTION DU PERSONNEL HUMAN RESOURCES / EMPLOYEE SATISFACTION

Le Social Business favorise l'amélioration du statut des employés, verse des salaires en accord avec le marché et propose des conditions de travail au-dessus de la moyenne.
The Social Business works for employee empowerment, pays market wages and offers above standard working conditions.

PRINCIPE 7 PRINCIPLE

EVALUATION / MEASUREMENT

Le Social Business met en place des indicateurs pertinents pour suivre ces engagements et l'impact social sur les parties prenantes.
The Social Business sets up relevant indicators to monitor these commitments and the social impact on stakeholders.



NOS ÉTATS FINANCIERS OUR FINANCIAL STATEMENTS

Rapport

du Réviseur d'entreprises agréé

Rapport des comptes annuels

Conformément au mandat qui nous a été donné lors du Conseil d'Administration du 4 mars 2013, nous avons audité les comptes annuels de la Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation, qui incluent le bilan au 31 décembre 2013, le compte de résultat de l'année 2013 ainsi qu'un résumé des méthodes comptables et d'autres explications utiles.

Responsabilité du Conseil d'administration dans le cadre des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à la préparation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Il est également responsable du contrôle interne qui est nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies, qu'elles soient dues à des fraudes ou des erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité consiste à donner une opinion sur ces comptes annuels, sur la base de notre audit. Nous avons mené notre audit conformément aux standards internationaux adoptés au Luxembourg par la Commissions de Surveillance du Secteur Financier. Ces standards nécessitent que nous nous conformions aux règles éthiques, de planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels sont dépourvus d'anomalies.

Un audit nécessite la mise en œuvre de procédures afin d'obtenir les preuves nécessaires concernant les montants et les informations des comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé. Il choisit également l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent présenter des anomalies, il prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à la présentation et à l'établissement de la présentation sincère des comptes annuels afin de définir les procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer son opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à évaluer si les méthodes comptables en vigueur sont appropriées de même que le caractère raisonnable des estimations comptables effectuées par le Conseil d'Administration. Il évalue également la présentation générale des comptes annuels.

Nous pensons que les éléments apportés par l'audit que nous avons mené sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis les comptes annuels donnent une image réelle et juste de la situation financière de la Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats pour l'exercice clos, en accord avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport relatif à d'autres exigences légales et réglementaires

La rapport de gestion relevant de la responsabilité du Conseil d'Administration est cohérent avec les comptes annuels.

Pour Deloitte Audit, Cabinet de révision agréé :



Philippe Lenges, Réviseur d'entreprises agréé
24 février 2014

Report

of the Réviseur d'entreprises agréé

Report on the annual accounts

Following our appointment by the Board of Directors on March 4, 2013, we have audited the accompanying annual accounts of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION, which comprise the balance sheet as at December 31, 2013 and the surplus and loss account for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information..

Responsibility of the Board of Directors for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the Réviseur d'entreprises agréé

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the réviseur d'entreprises agréé's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the réviseur d'entreprises agréé considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion..

Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION as of December 31, 2013, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts.

Report on other legal and regulatory requirements

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts..

For Deloitte Audit, *Cabinet de révision agréé*:



Philippe Lenges, *Réviseur d'entreprises agréé*
Partner

February 24, 2014

Bilan / Balance Sheet

Au 31 décembre 2013 (exprimé en Euros) / As at December 31, 2013 (expressed in euros)

Immobilisation / Assets

	Note	2013	2012
Actifs immobilisés / Fixed assets		45 609 640	49 963 165
Actifs financiers / Financial assets	3		
Prêts / Loans	3.1	15 081 898	16 543 282
BMTN / Bonds	3.2	8 000 000	14 000 000
Dépôts à terme / Deposits	3.3	18 674 729	15 912 101
Prises de participation / Equities	3.4	3 360 928	3 201 760
Créances à recouvrer / Debts receivable	3.5	492 085	306 022

Actifs circulants / Current assets		5 007 967	1 155 394
Créances / Debtors	4	677 233	1 129 513
à recouvrer d'ici 1 an ou moins / becoming due in one year or less		677 233	1 129 513
Avoirs en banque et caisse / Cash at bank and in hand	5	4 330 734	25 881

Charges payées d'avance / Prepaid expenses		13 249	5 983
---	--	---------------	--------------

TOTAL DES IMMOBILISATIONS / TOTAL ASSETS		50 630 856	51 124 542
---	--	-------------------	-------------------

Passif / Liabilities

Dons et résultat / Grants and result	6	49 453 507	50 408 432
Dons initiaux / Initial grants		50 001 000	50 001 000
Report à nouveau / Surplus carried forward		407 432	687,199
Pertes sur l'exercice / Loss for the financial year		(954 925)	(279 767)

Provisions pour risques et charges / Provisions for liabilities and charges		156 018	177 851
Autres provisions / Other provisions	7	156 018	177 851

Dettes / Creditors		583 783	517 217
I. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale / Tax and social security debts			
a) Sécurité sociale et autres organismes sociaux / Social security and other social agencies		51 321	47 444
b) Encours de charges pour congés payés / Accrued charges payable for holiday pay		79 976	71 937
c) Autres encours de charges / Other accrued charges payable		107 286	116 432
II. Autres créances / Other debts	8	345 200	281 404

Produits à recevoir / Deferred income		437 548	21 042
--	--	----------------	---------------

TOTAL PASSIF / TOTAL LIABILITIES AND EQUITY		50 630 856	51 124 542
--	--	-------------------	-------------------

Compte de résultat / Profit and Loss account

Charges / Charges	Note	2013	2012
1. Charges de personnel / Staff costs	9	978 491	859 858
a) Traitements et salaires / Wages and salaries		689 077	605 320
b) Sécurité sociale / Social security costs		289 414	254 538
2. Ajustements de valeur / Value adjustments			
Ajustement de valeur sur l'actif financier / Value adjustments on financial assets	2.1	104 527	194 648
Devaluation de l'actif circulant / Depreciation on current assets	4	552 294	-
3. Charges exceptionnelles / Extraordinary charges			
Pertes réalisées sur l'actif financier / Realised losses in respect of financial assets	3.1	-	680 840
4. Autres charges externes / Other external charges	10	1 688 231	1 567 929
5. Charges financières / Financial charges			
Pertes de change / Foreign currency exchange losses		86 462	36 366
TOTAL DES CHARGES / TOTAL CHARGES		3 410 005	3 339 641

Produits / Income	Note	2013	2012
Revenus provenant des actifs financiers / Income from financial assets	3.1 - 3.2 - 11	1 595 849	1 697 199
Autres produits financiers / Other financial income	12	709 447	681 835
Reprise de provisions sur les actifs financiers / Reversal of value adjustments on financial assets	2.1	149 784	680 840
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME		2 455 080	3 059 874
PERTE POUR L'EXERCICE / LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR		(954 925)	(279 767)

Notes

aux comptes

Note 01. PRESENTATION GENERALE

Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation (« the Foundation ») a été créée le 24 septembre 2008 et approuvée par les autorités compétentes au Luxembourg.

Le Siège Social de la Fondation est établi 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. La Fondation est régie par la Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle est placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-Duché du Luxembourg.

Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation, fondée par Grameen Trust et Credit Agricole SA, a été dotée de 50 001 000 euros (50 000 000 euros provenant de Credit Agricole SA et 1000 euros provenant de Grameen Trust) dans l'objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière dans les pays émergents, en appuyant le développement des Institutions de Microfinance et en soutenant les projets de Social Business.

La Fondation a pour objet de fournir un appui financier aux IMF par des prêts, des garanties ou des prises de participation et de leur offrir une assistance technique adaptée à leur stade de développement, en se concentrant sur les IMF qui soutiennent l'agriculture et les activités rurales.

La Fondation souhaite être active principalement dans les 3 régions suivantes :

- Afrique subsaharienne,
- Afrique du Nord et Moyen Orient,
- Asie du Sud et du Sud-Est.

L'exercice comptable de la Fondation débute le 1er janvier et termine le 31 décembre de chaque année civile. Le premier exercice a débuté le 24 septembre 2008 pour se terminer le 31 décembre 2009.

A ce jour la Fondation offre des prêts en EUR, USD, XOF, KHR, IDR, THB, AZN, PHP, KES et TJS, selon la zone monétaire de l'institution partenaire et se fixe pour objectif de proposer des prêts dans d'autres devises (sous la condition de pouvoir se couvrir grâce à des opérations de swaps de devises et de taux d'intérêt avec des tiers).

La Fondation est dirigée par un Conseil d'Administration ainsi que deux comités spéciaux composés de certains membres du Conseil d'Administration.

- Le Comité de Projets a pour vocation de statuer sur les propositions de financement des IMF et de Social Businesses soumis par le Délégué Général, dans les limites décidées par le Conseil d'Administration.
- Le Comité d'éthique, de la Conformité et de l'Audit a pour mission de veiller au respect de la déontologie et à la conformité de la Fondation à son mandat social ainsi que d'examiner les comptes annuels de la Fondation.
- Un Délégué Général a été nommé et a reçu toutes les délégations de pouvoir nécessaires à la gestion courante et au fonctionnement de la Fondation.
- Les statuts de la Fondation ont été publiés au Memorial, Recueil des Sociétés et Associations le 30 octobre 2008. La Fondation est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro R.C.S Luxembourg G 194.

Note 02. METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels ont été élaborés selon les lois et règlements en vigueur dans le Grand-Duché du Luxembourg. La présentation du bilan et du compte de résultat a été adaptée aux spécificités de la Fondation.

L'élaboration des comptes annuels exige que le Conseil d'Administration de la Fondation établisse des estimations et des certifications qui affectent certains montants reportés dans les comptes annuels. Bien que ces estimations soient sujettes à certaines incertitudes, elles sont fondées sur les meilleures connaissances des actions courantes et des événements qu'en ont les membres du Conseil d'Administration. Il est considéré comme raisonnablement possible, sur la base de cette connaissance existante, que la réalité des comptes annuels puisse différer de ces estimations.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

2.1. Actifs financiers

Les actifs financiers sont enregistrés à leur coût d'acquisition. En cas de baisse permanente de la valeur des actifs financiers, il est procédé à un ajustement de valeur.

2.2. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale, ajustées, le cas échéant, des montants non recouvrables. Ces ajustements sont déterminés à l'appréciation de la Direction.

2.3. Provisions

Les provisions pour couvrir les risques et charges prévisibles sont constituées à la fin de chaque exercice. Les provisions effectuées au cours des années précédentes sont régulièrement examinées et peuvent être reprises en compte de résultat.

2.4. Passifs

Les dettes sont enregistrées à leur valeur de remboursement.

2.5. Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont constatés prorata temporis. Ils comprennent les produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents et sur les titres des créances.

2.6. Conversion de devises étrangères

La Fondation produit ses comptes en EUR. Le bilan et le compte de résultat sont exprimés dans cette devise. Les montants libellés en devise étrangère sont convertis en EUR comme suit :

- Tous les actifs, autres que les actifs financiers sont enregistrés à leur plus faible contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs financiers sont convertis au taux historique.
- Tous les passifs sont enregistrés à leur plus forte contre-valeur en EUR ou au taux en vigueur à la clôture de l'exercice.
- Les produits et charges exprimés en devise étrangère sont convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

En conséquence seuls les gains et les pertes de change réalisés sont reflétés dans le compte de résultat.

2.7. Swaps croisés de devises et de taux

Les prêts aux IMF en devises autres que l'EUR ou le XOF sont couverts par des accords de swaps croisés de devises et de taux, puis enregistrés au cours de change de l'euro convenu. Ainsi la couverture est totalement effectuée. Tous les swaps sont communiqués dans la note 14.

Note 03. ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

Les actifs financiers de la Fondation au 31 décembre 2013 sont détaillés comme suit :

3.1. Prêts

Les prêts suivants ont été accordés à des Institutions de Microfinance.

N°	Nom de l'IMF	Montant accordé		Montant en EUR	Montant résiduel après remboursement en capital (EUR)	Date de tirage	Total des intérêts (EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000	400 000	13.03.09	63 000
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000		15.04.09	
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	500 000	500 000	1 000 000	14.06.13	33 153
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	500 000	500 000		14.08.13	
2	Kenya Women Finance Trust	KES	216 303 700	2 000 000	1 231 000	20.01.11	68 753
3	Soro Yiriwaso	XOF	330 000 000	503 082	-	02.11.10	3 242
	Soro Yiriwaso	XOF	260 000 000	396 367	396 367	21.05.13	17 342
4	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	1 250 000	937 031	562 219	05.04.12	48 039
5	Caurie Microfinance	XOF	350 000 000	1 067 143	711 429	09.07.12	64 918
	Caurie Microfinance	XOF	200 000 000			12.12.12	
	Caurie Microfinance	XOF	150 000 000			19.03.13	
6	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30 000 000	740 924	-	19.11.10	12 184
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	20 000 000	462 984	185 194	26.08.11	19 751
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30 000 000	768 010	614 408	24.08.12	56 352
7	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	6 000 000 000	498 502	-	26.11.10	8 132
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	5 775 053 924	484 561	45 919	27.08.12	14 470
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	7 100 000 000	564 013	451 210	07.12.12	41 110
8	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	585 200 000	100 000	-	02.11.10	1 421
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	2 000 000 000	346 380	69 276	03.06.11	10 315
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	1 500 000 000	286 752	286 752	15.03.13	18 238
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	1 000 000 000	184 060	184 060	14.06.13	4 333
9	Moris Rasik	USD	500 000	365 177	-	02.02.11	6 917
10	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	400 000	369 788	-	22.02.11	6 024
	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	350 000	344 929	275 944	31.10.12	24 003
11	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	600 000	543 134	-	16.03.11	8 849
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	489 500	500 000	400 000	24.08.12	33 047
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	400 000	396 157	396 157	21.05.13	22 034
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	400 000	376 719	376 719	17.10.13	
12	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	10 042 296 000	800 000	133 333	15.04.11	19 600
	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	12 500 000 000	963 739	770 991	15.02.13	63 154
13	Gata Daku Multi-Purpose Cooperative	PHP	23 000 000	372 416	74 483	01.06.11	11 731
14	Ahon Sa Hirap Inc (ASHI)	PHP	30 000 000	473 138	94 628	10.06.11	13 930
15	Finance for Development	AZN	500 000	445 236	89 047	22.06.11	14 025
	Finance for Development	AZN	500 000	499 650	399 720	26.11.12	34 334
16	IMF Hekima	USD	340 000	238 848	47 770	22.06.11	7 273
17	Tuba Rai Metin	USD	300 000	227 273	90 909	15.12.11	10 828
18	Arvand LLC	TJS	3 000 000	478 981	319 320	22.12.11	25 161
19	LLC MLO Humo &Partner	TJS	3 000 000	485 154	323 435	10.01.12	25 652
	LLC MLO Humo &Partner	TJS	6 000 000	911 231	911 231	29.11.13	5 262
20	Alidé	XOF	200 000 000	304 898	365 878	25.04.12	40 274
	Alidé	XOF	200 000 000	304 898		28.11.12	

Les prêts en USD KHR THB IDR AZN PHP KES et TJS sont couverts par des swaps croisés de devises et de taux. Pour les prêts couverts par des swaps croisés de devises et de taux d'intérêt (CCIRS), les marges relatives au CCIRS sont incluses dans les intérêts reçus et/ou les intérêts courus.

3.1 Prêts (suite)

N°	Nom de l'IMF	Montant accordé		Montant en EUR	Montant résiduel après remboursement en capital (EUR)	Date de tirage	Total des intérêts (EUR)
21	LOLC Microcredit	EUR	2 000 000	2 000 000	1 428 571	16.05.12	117 835
22	Graine SARL	XOF	150 000 000	228 674	190 561	20.06.12	22 685
	Graine SARL	XOF	100 000 000	152 449		01.02.13	
23	AMK Ltd	KHR	5 000 000 000	985 610	591 366	14.06.12	52 563
24	Mlf Phoenix	TJS	1 500 000	240 365	192 292	27.11.12	15 910
25	Wages	XOF	500 000 000	762 245	571 684	15.11.12	58 523
26	OXUS Micro Finance	TJS	2 900 000	458 064	366 451	14.01.13	27 223
27	MEC FADEC NJAMBUR	XOF	50 000 000	76 225	76 226	22.07.13	2 761
28	RENECA Benin	XOF	200 000 000	304 898	304 899	12.08.13	9 020
	RENECA Benin	XOF	120 000 000			12.08.13	
29	Asiena	XOF	100 000 000	152 449	152 449	25.10.13	2 160
	Asiena	XOF	50 000 000	76 225	-		-
				27 178 379	15 081 898		1 165 531

3.2. Obligations

3.2.1. Bons à moyen terme négociables

La Fondation a souscrit au 31 décembre 2013 aux BTMN ci-dessous de Credit Agricole SA :

N°	Montant (en EUR)	Montant résiduel après remboursement (en EUR)	Date de valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts perçus (en EUR)	Intérêt courus (en EUR)	Total (en EUR)
1	6 000 000	-	24.03.09	19.01.13	3,92%	10 955	-	10 955
2	3 000 000	3 000 000	25.10.11	26.10.15	3,83%	93 809	21 091	114 900
TOTAL	9 000 000	3 000 000				104 764	21 091	125 855

3.2.2. Titre de créance à moyen terme

La Fondation a souscrit au 31 décembre 2013 aux EMTN de Credit Agricole Corporate & Investment Bank ci-dessous :

N°	Montant (en EUR)	Montant résiduel après remboursement (en EUR)	Date de valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts à date d'échéance (en EUR)	Interest received (en EUR)	Intérêt courus (en EUR)	Total (en EUR)
1	5 000 000	5 000 000	04.03.11	04.03.15	3,62%	724 496	30 745	150 255	181 000

3.3. Placements en dépôt à terme

N°	Montant (EUR)	Période de dépôt	Nb de jours	Taux %	Intérêts courus (en EUR)
1	3 000 000	09.06.10 – 08.06.14	1 462	2,375	40 572
2	4 500 000	09.10.13 – 15.01.14	98	0,13	1 365
3	3 770 000	31.12.13 – 10.01.14	10	0,14	15
4	1 500 000	24.10.11 – 24.10.15	1 459	3,78	11 377
6	3 050 000	03.02.12 – 03.02.16	1 460	3,71	102 334
7	44 386	31.12.13 – 10.01.14	10	0,10	-
8	1 996 000	13.02.13 – 31.12.13	322	3,00	52 826
9	199 600	28.05.13 – 31.12.13	218	2,60	3 099
10	499 200	14.08.13 – 31.12.13	140	3,00	4 309
					18 559 186 ¹
					215 897 ¹

¹ Au 31 décembre 2013, le montant en EUR de 115 543 EUR a été capitalisé. Le montant nominal des placements en dépôts à terme s'élevait à 18 674 729 EUR.

3.4. Participation en capital

Au 31 décembre 2013 la Fondation a investi dans les participations ci-dessous :

Nom	Coût d'acquisition en devise	Coût d'acquisition (EUR)	Valorisation au 31 décembre 2013
Laiterie du Berger	XOF 303 000 000	EUR 461 921	EUR 461 921
ABC Microfinance SAS (Babyloan)	EUR 205 766	EUR 205 765	EUR 164 500
TCX	USD 2 395 144	EUR 1 869 750	EUR 1 742 813
Grameen Danone Food	BDT 50 000 000	EUR 472 633	EUR 378 106
Phileol Madagascar	MGA 142 492 500	EUR 50 000	EUR 36 290
Chamroeun MF Ltd	KHR 1 374 980 398	EUR 260 247	EUR 253 022
Grameen CA Fund	EUR 31 000	EUR 31 000	EUR 31 000
UV + Solaire	EUR 51 030	EUR 51 030	EUR 51 030
Phare Performing	KHR 260 000 000	EUR 47 687	EUR 47 264
Biotropical	XAF 34 400 000	EUR 52 442	EUR 52 442
Sénégalaise des Filières Alimentaires (SFA)	XOF 93 500 000	EUR 142 540	EUR 142 540
TOTAL		EUR 3 645 015	EUR 3 360 928

3.5. Créances à recouvrer

Conformément au protocole d'accord conclu le 3 février 2010, la Fondation, en sa qualité d'actionnaire de « La Laiterie du Berger », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 1.

Conformément au protocole d'accord conclu le 1 février 2012, la Fondation en sa qualité d'actionnaire de « Phileol Madagascar », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 2.

Conformément au protocole d'accord conclu le 5 décembre 2012, la Fondation en sa qualité d'actionnaire de « UV + Solaire », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 3.

Conformément au protocole d'accord conclu le 16 novembre 2013, la Fondation en sa qualité d'actionnaire de « Phare Ponleu Selpak Association », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 4.

	Nom	Montant (en devise)	Montant (EUR)	Date de valeur	Revenus sur créances à recevoir à la date de clôture (EUR)
1	La Laiterie du Berger	XOF 40 000 000	EUR 60 979	15.02.11	EUR 9 421
	La Laiterie du Berger	XOF 63 000 000	EUR 96 043	10.06.11	
2	Phileol Madagascar	EUR 12 660	EUR 12 500	04.06.12	EUR 5 682
	Phileol Madagascar	EUR 12 500	EUR 12 500	31.07.12	
	Phileol Madagascar		EUR 25 000		
	Phileol Madagascar	EUR 8 500	EUR	13.08.12	
	Phileol Madagasdar	EUR 35 000	EUR 35 000	01.03.13	
	Phileol Madagasdar	EUR 2 969	EUR 2 969	30.06.13	
3	UV + Solaire	EUR 99 000	EUR 99 000	06.12.12	EUR 2 680
4	Phare Performing	USD 200 000	EUR 148 094	22.11.13	EUR 1 132
	TOTAL		EUR 492 085		EUR 18 915

Note 04. AUTRES CREANCES

Au 31 décembre 2013 les autres créances se répartissent comme suit :

Intérêts courus sur les prêts	EUR	213 537
Intérêts courus sur les créances à recevoir	EUR	8 859
Intérêts courus sur les dépôts à terme	EUR	387 243
TVA	EUR	12 741
Factures au débit du Fond	EUR	332 314
Frais de fonctionnement facturés au Fonds	EUR	219 980
Revenus perçus dûs par Credit Agricole SA	EUR	50 000
Autres	EUR	4 853
Créances douteuses à recevoir	EUR	(552 294)
TOTAL	EUR	677 233

La Fondation a payé au nom de Grameen Credit Agricole Fund (the « Fund ») les frais relatifs à sa constitution ainsi que les frais de fonctionnement. Au 31 décembre 2013, le Fond ne possède ni capital d'investisseurs ni investissement d'activités. C'est pourquoi la Fondation assume l'entière exposition des risques du Fond sur les dépenses et les créanciers. Au 31 décembre 2013, le risque total est égal au total des engagements, s'élevant à 552 294 EUR. Ce montant a été imputé en créances douteuses à recevoir et est inclus dans l'intitulé « dépréciation des actifs immobilisés » dans le compte de résultat.

Note 05. AVOIRS EN BANQUE ET EN CAISSE

La Fondation a ouvert un compte d'épargne rémunéré à 1.5% pour un montant de 3 882 858 EUR. Elle a aussi investi dans compte spécial dédié aux subventions délivrées par l'AFD pour un montant de 435 426 EUR. Le montant du cash disponible en banque s'élève à 12 450 EUR.

Au 31 décembre 2013 la Fondation possédait un montant total d'avoirs en banque et en caisse de 4 330 734 EUR.

Note 06. DONS ET RESULTAT

Ce montant comprend les dons initiaux reçus par la Fondation de Credit Agricole SA et Grameen Trust (soit 50 001 000 EUR), ainsi que les résultats de l'exercice financier (soit 954 925 EUR) et le report à nouveau (soit 407 432 EUR).

Note 07. PROVISIONS

Les provisions incluent une provision générale destinée à garantir les pertes éventuelles pendant l'activité. Cette provision s'élevant à 156 018 EUR (2012 : 177 851 EUR) est calculée en appliquant un pourcentage de 1% sur le total d'encours de prêts et de garanties. L'impact sur le compte de résultat a été enregistré dans le compte « Ajustement de valeur sur les actifs financiers immobilisés ».

Note 08. AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2013 les autres dettes sont constituées de :

Frais de domiciliation	EUR	2 300
Frais de garde	EUR	39 200
Frais de comptabilité	EUR	25 300
Déclaration fiscale	EUR	4 129
Frais d'audit	EUR	4 140
Autres	EUR	30 420
Charges à payer pour le Fonds	EUR	118 685
Provisions pour charges à payer relatives au personnel mis à disposition	EUR	121 026
TOTAL	EUR	345 200

Ces montants sont dus à un an ou moins.

Les charges à payer au nom du Fonds sont provisionnées par la Fondation qui les a acceptées du fait que le Fonds au 31 décembre 2013, n'a pas d'investisseur.

Note 09. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel incluent les salaires 614 067 EUR, les congés payés 8 038 EUR, les primes et bonus 56 303 EUR, les indemnités de transport 3 544 EUR, les frais de réception 7 124 EUR, la médecine du travail 1 939 EUR et les coûts de sécurité sociale 287 474 EUR. Au cours de l'année 2013 le nombre d'employés de la Fondation était de 14 (contre 16 en 2012). En plus des 14 employés, la Fondation a à sa disposition 4 employés externes supplémentaires. Le coût de ces employés externes s'élève à 597 196 EUR (note 10).

Note 10. AUTRES CHARGES EXTERNES

Au 31 décembre 2013 les autres charges externes étaient constituées de :

Honoraires	EUR	151 576
Services financiers	EUR	117 006
Charges en faveur du Fonds (note 8)	EUR	118 685
Location immobilière	EUR	228 750
Voyages et déplacements	EUR	248 290
Frais de personnel externe	EUR	597 196
Autres charges	EUR	226 728
TOTAL	EUR	1 688 231

Note 11. REVENUS PROVENANT D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET DE PRETS FAISANT PARTIE DES ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2013 les revenus provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant parti des actifs immobilisés étaient constitués de :

Produits d'intérêts sur les prêts	EUR	1 165 531
Produits d'intérêt sur les titres	EUR	306 855
Produits de commissions sur les prêts	EUR	58 665
Produits des créances à recouvrer	EUR	18 916
Produit des intérêts des prises de participations	EUR	45 882
TOTAL	EUR	1 595 849

Note 12. AUTRES PRODUITS FINANCIERS

Au 31 décembre 2013 les autres produits financiers consistaient en :

Intérêts reçus	EUR	4 859
Intérêts reçus / dépôts à terme	EUR	408 271
Gains de change	EUR	371
Dotation de Crédit Agricole SA	EUR	50 000
Dotation de l'AFD	EUR	4 575
Produits issus des garanties	EUR	16 970
Refacturation au Fonds	EUR	15 673
Commission pour la gestion du Fonds	EUR	199 223
Autres revenus	EUR	9 505
TOTAL	EUR	709 447

Note 13. HORS BILAN

Prêts signés et non décaissés

Au 31 décembre 2013 les accords de prêts ont été conclus avec Coopec Sifa pour un montant de 100 000 000 XOF (152 449 EUR) et avec ACAD pour un montant de 500 000 USD (363 822 EUR). Ils n'ont pas encore été décaissés.

Prêts partiellement décaissés

De plus, d'autres accords de prêts ont été partiellement décaissés. La Fondation doit toujours mettre à disposition les montants restant dus à Mec Fadec et Asiena pour un montant de 50 000 000 XOF (76 224 EUR) chacun, de même que 120 000 000 XOF (182 938 EUR) en faveur de Reneca.

Garantie

La Fondation a octroyé par l'intermédiaire de la Standard Chartered Bank Indonesia une garantie de prêt à MBK Ventura pour un montant de 60 910 EUR, par BNI Madagascar une garantie de prêt à TIAVO pour un montant de 250 000 EUR et pour la DFCC Bank une garantie de prêt de 200 000 EUR.

Autres engagements

En accord avec le Protocole d'accord conclus avec Durabilis le 25 juillet 2013, amendé le 13 juillet 2014, La Fondation en qualité d'actionnaire de la Sénégalaise des Filières Alimentaires (SFA) a accepté de prêter en compte courant la somme de 200 000 EUR. Cette somme a été décaissée début 2014.

En accord avec le Protocole d'accord conclu avec les actionnaires de Biotropical le 29 décembre 2013, la Fondation s'est engagée à acquérir auprès de Investisseur & Partenaire pour le Développement (IPDEV) 630 actions au prix de 27 090 000 XOF (41 298,44 EUR) et a accepté d'accorder une avance en compte courant d'un montant de 115 500 000 XOF (176 078,61 EUR) d'ici fin 2014. L'accord entre IPDEV et la Fondation a été signé fin 2013 et le transfert d'actions est prévu début 2014.

Note 14. SWAPS CROISES DE DEVISES ET DE TAUX

Au 31 décembre 2013 la Fondation a conclu des accords de swaps croisés d'intérêts et de taux pour couvrir l'exposition aux risques de change et de taux sur les intérêts des prêts.

Les contrats des swaps en cours sont les suivants :

Contrat	Montant nominal	Devise	Date d'échéance	Contrepartie
Cross-Currency Interest Rate Swap	2 000 000 000	KHR	15.04.2014	TCX
	10 042 296 000	IDR	15.04.2014	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2015	TCX
	20 000 000	THB	15.10.2014	TCX
	23 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	30 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	500 000	AZN	15.04.2014	TCX
	340 000	USD	15.04.2014	CACIB
	300 000	USD	15.10.2014	CACIB
	3 000 000	TJS	15.10.2015	TCX
	216 303 700	KES	16.10.2017	TCX
	5 775 053 924	IDR	17.03.2014	TCX
	7 100 000 000	IDR	15.10.2015	TCX
	489 500	AZN	15.10.2015	TCX
	500 000	AZN	15.10.2015	TCX
	3 000 000	TJS	15.10.2015	TCX
	5 000 000 000	KHR	15.04.2015	TCX
	1 500 000	TJS	15.10.2015	TCX
	350 000	AZN	15.10.2015	TCX
	1 250 000	USD	15.04.2015	CACIB
	400 000	AZN	15.04.2016	TCX
	400 000	AZN	15.04.2016	TCX
	12 500 000 000	IDR	15.10.2015	TCX
	1 500 000 000	KHR	15.04.2016	TCX
	1 000 000 000	KHR	15.04.2016	TCX
	6 000 000	TJS	15.10.2017	TCX
	2 900 000	TJS	15.10.2015	TCX

Note 15. AVANCES ET PRETS ACCORDES AUX MEMBRES DE L'EQUIPE ADMINISTRATIVE MANAGERIALE ET ORGANE DE SURVEILLANCE

There were no advances or loans granted to management during the year-end December 31, 2013.

Note 16. AUTRES EVENEMENTS

Il n'y a aucun événement notable après la date de l'émission du bilan qui induise une révision ou une notification dans les comptes annuels.

Notes to the Financial Statements

Note 01. GENERAL

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (the “Foundation”) was created on September 24, 2008 when it was approved by the relevant authorities of Luxembourg.

The registered office of the Foundation is established in 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The Foundation was created under the modified Law of April 21, 1928 on associations and nonprofit foundations. It is placed under scrutiny from the Justice Ministry of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, founded by Grameen Trust and Credit Agricole S.A., was granted EUR 50,001,000 (EUR 50,000,000 from Crédit Agricole S.A. and EUR 1,000 from Grameen Trust) with the objective to fight against poverty and financial exclusion in emerging countries by supporting the development of MicroFinance Institutions (MFIs) and by assisting social business projects.

The Foundation aims to provide financial support to MFIs through loans, guarantees or equity, and to offer technical assistance adapted to their stage of development, focusing on MFIs encouraging the agriculture and rural activities.

The Foundation intends to be active mainly in the following 3 regions:

- Sub-Saharan Africa
- the Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

The Foundation financial year starts on January 1 and ends on December 31 of each calendar year. The first financial period started on September 24, 2008 and ended on December 31, 2009.

The Foundation offers at the time of this report loans in EUR, USD, XOF, KHR, IDR, THB, AZN, PHP, KES and TJS depending on the currency area of the partner institution, and retains the objective to offer loans in any another currency (subject to hedging through currency and interest rate swap transactions with third parties).

The Foundation is managed by the Board of Directors and the two specialized committees that have been created with some members of the Board of Directors:

- The Project Committee which makes decisions on the MFI and Social Business financing deals proposed by the Managing Director, within the limits decided by the Board of Directors;
- The Ethics, Compliance and Audit Committee which ensures that deontology and conformity of the Foundation's social mandate are adhered to.

A Managing Director has been appointed and has a delegation of powers for the day to day management and running of the Foundation.

The articles of incorporation were published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations on October 30, 2008. The Foundation is recorded at the Luxembourg Trade Register under the number R.C.S. Luxembourg: G 194.

Note 02. ACCOUNTING POLICIES

General principles

The annual accounts have been prepared in accordance with the laws and regulations in force in Grand-Duchy of Luxembourg. The layout of the balance sheet and of the surplus and loss account has been adapted to the particularities of the Foundation.

The preparation of the annual accounts requires the Board of Directors of the Foundation to make estimates and assumptions that affect certain amounts reported in the annual accounts. Although these estimates are subject to uncertainties, they are based on the Board of Directors' best knowledge of current events and actions. It is reasonably possible, on the basis of the existing knowledge that outcomes within the next financial year may differ from these estimates.

The significant accounting policies are as follows:

2.1. Financial assets

Financial assets are recorded at acquisition cost. Where there is a permanent diminution in value of the financial assets, a value adjustment is made accordingly.

2.2. Debtors

Debtors are stated at their nominal value reduced by appropriate value adjustments for unrecoverable amounts. These value adjustments are determined as deemed appropriate by management.

2.3. Provisions

Provisions to cover foreseeable liabilities and charges are determined at the end of each year. Provisions set up in previous years are reviewed regularly and may be written back to the Surplus and Loss account.

2.4. Creditors

Amounts owned are recorded at their repayable amount or due.

2.5. Interest income

Interest income is recognised on a time-proportionate basis. It includes interest income from cash and cash equivalents and interest income on debt securities.

2.6. Foreign Currency Translation

The Foundation maintains its accounting records in EUR and the Balance Sheet and the Surplus and Loss account are expressed in this currency. Balances denominated in foreign currencies are translated into EUR as follows:

- all assets, other than financial assets, are stated at the lower of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year end. The cost of financial assets is translated into EUR at historical rates;
- all liabilities are stated at the higher of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year-end;
- income and charges denominated in foreign currencies are translated into EUR at the rate ruling at the transaction date.

Consequently, only realized exchange gains and losses and unrealized exchanges losses are reflected in the Surplus and Loss account.

2.7. Cross-Currency interest rate swaps

MFI loans denominated in a currency other than EUR or XOF are hedged by cross-currency interest rate swap agreements and then recorded following the fixed euro rate as agreed. As, the hedging is fully effective, the fair value of the Cross-Currency interest rate swaps is not recorded. All swaps are disclosed in the note 14.

Note 03. FINANCIAL FIXED ASSETS

Financial assets held by the Foundation as at December 31, 2013 can be detailed as follows:

3.1. Loans

The following loans have been granted to Microfinance Institutions.

N°	MFI name	Amount granted	Amount (EUR)	Amount remaining after repayment in capital (EUR)	Drawdown date	Total Interests (EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1,000,000	1,000,000	400,000	13.03.09	63,000
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1,000,000	1,000,000		15.04.09	
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 500,000	500,000	1,000,000	14.06.13	33,153
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 500,000	500,000		14.08.13	
2	Kenya Women Finance Trust	KES 216,303,700	2,000,000	1,231,000	20.01.11	68,753
3	Soro Yiriwaso	XOF 330,000,000	503,082	-	02.11.10	3,242
	Soro Yiriwaso	XOF 260,000,000	396,367	396,367	21.05.13	17,342
4	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 1,250,000	937,031	562,219	05.04.12	48,039
5	Caurie Microfinance	XOF 350,000,000	1,067,143	711,429	09.07.12	64,918
	Caurie Microfinance	XOF 200,000,000			12.12.12	
	Caurie Microfinance	XOF 150,000,000			19.03.13	
6	Thaneakea Phum Cambodia	THB 30,000,000	740,924	-	19.11.10	12,184
	Thaneakea Phum Cambodia	THB 20,000,000	462,984	185,194	26.08.11	19,751
	Thaneakea Phum Cambodia	THB 30,000,000	768,010	614,408	24.08.12	56,352
7	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR 6,000,000,000	498,502	-	26.11.10	8,132
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR 5,775,053,924	484,561	45,919	27.08.12	14,470
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR 7,100,000,000	564,013	451,210	07.12.12	41,110
8	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 585,200,000	100,000	-	02.11.10	1,421
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 2,000,000,000	346,380	69,276	03.06.11	10,315
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 1,500,000,000	286,752	286,752	15.03.13	18,238
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 1,000,000,000	184,060	184,060	14.06.13	4,333
9	Moris Rasik	USD 500,000	365,177	-	02.02.11	6,917
10	Azeri Star Microfinance LLC	AZN 400,000	369,788	-	22.02.11	6,024
	Azeri Star Microfinance LLC	AZN 350,000	344,929	275,944	31.10.12	24,003
11	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN 600,000	543,134	-	16.03.11	8,849
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN 489,500	500,000	400,000	24.08.12	33,047
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN 400,000	396,157	396,157	21.05.13	22,034
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN 400,000	376,719	376,719	17.10.13	
12	Mitra Bisnis Keluarga	IDR 10,042,296 000	800,000	133,333	15.04.11	19,600
	Mitra Bisnis Keluarga	IDR 12,500,000 000	963,739	770,991	15.02.13	63,154
13	Gata Daku Multi-Purpose Cooperative	PHP 23,000,000	372,416	74,483	01.06.11	11,731
14	Ahon Sa Hirap Inc (ASHI)	PHP 30,000,000	473,138	94,628	10.06.11	13,930
15	Finance for Development	AZN 500,000	445,236	89,047	22.06.11	14,025
	Finance for Development	AZN 500,000	499,650	399,720	26.11.12	34,334
16	IMF Hekima	USD 340,000	238,848	47,770	22.06.11	7,273
17	Tuba Rai Metin	USD 300,000	227,273	90,909	15.12.11	10,828
18	Arvand LLC	TJS 3,000,000	478,981	319,320	22.12.11	25,161
19	LLC MLO Humo &Partner	TJS 3,000,000	485,154	323,435	10.01.12	25,652
	LLC MLO Humo &Partner	TJS 6,000,000	911,231	911,231	29.11.13	5,262
20	Alidé	XOF 200,000,000	304,898	365,878	25.04.12	40,274
	Alidé	XOF 200,000,000	304,898		28.11.12	

Loans in USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES and TJS are covered by a cross-currency interest rate swap. For loans covered by cross-currency interest rate swaps (CCIRS), margins related to CCIRS are included in interest received and / or accrued interest.

3.1. Loans (continued)

N°	MFI name	Amount granted	Amount (EUR)	Amount remaining after repayment in capital (EUR)	Drawdown date	Total Interests (EUR)
21	LOLC Microcredit	EUR 2,000,000	2,000,000	1,428,571	16.05.12	117,835
22	Graine SARL	XOF 150,000,000	228,674	190,561	20.06.12	22,685
	Graine SARL	XOF 100,000,000	152,449		01.02.13	
23	AMK Ltd	KHR 5,000,000,000	985,610	591,366	14.06.12	52,563
24	Mif Phoenix	TJS 1 500 000	240,365	192,292	27.11.12	15,910
25	Wages	XOF 500,000,000	762,245	571,684	15.11.12	58,523
26	OXUS Micro Finance	TJS 2,900,000	458,064	366,451	14.01.13	27,223
27	MEC FADEC NJAMBUR	XOF 50,000,000	76,225	76,226	22.07.13	2,761
28	RENECA Benin	XOF 200,000,000	304,898	304,899	12.08.13	9,020
	RENECA Benin	XOF 120,000,000			12.08.13	
29	Asiena	XOF 100,000,000	152,449	152,449	25.10.13	2,160
	Asiena	XOF 50,000,000	76,225	-		-
			27,178,379	15,081,898		1,165,531

3.2. Bonds

3.2.1. Medium-Term Negotiable bonds (French Bons à Moyen Terme Négociables)

The Foundation has invested in the following Crédit Agricole SA BMTN as of December 31, 2013:

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Value date	Maturity date	Rate	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	6,000,000	-	24.03.09	19.01.13	3,92%	10,955	-	10,955
2	3,000,000	3,000,000	25.10.11	26.10.15	3,83%	93,809	21,091	114,900
TOTAL	9,000,000	3,000,000				104,764	21,091	125,855

3.2.2. Euro Medium Term Note (French Titre de créance à moyen terme)

The Foundation has invested in the following Credit Agricole Corporate & Investment Bank EMTN as of December 31, 2013:

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Value date	Maturity Date	Rate	Interest at maturity date (EUR)	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	5,000,000	5,000,000	04.03.11	04.03.15	3.62%	724,496	30,745	150,255	181,000

3.3. Term Deposit Placement

N°	Amount (EUR)	Deposit Period	Nb. of days	Rate %	Accrued interest (EUR)
1	3,000,000	09.06.10 – 08.06.14	1,462	2.375	40,572
2	4,500,000	09.10.13 – 15.01.14	98	0.13	1,365
3	3,770,000	31.12.13 – 10.01.14	10	0.14	15
4	1,500,000	24.10.11 – 24.10.15	1,459	3.78	11,377
6	3,050,000	03.02.12 – 03.02.16	1,460	3.71	102,334
7	44,386	31.12.13 – 10.01.14	10	0.10	-
8	1,996,000	13.02.13 – 31.12.13	322	3.00	52,826
9	199,600	28.05.13 – 31.12.13	218	2.60	3,099
10	499,200	14.08.13 – 31.12.13	140	3.00	4,309
18,559,186 ¹					215,897 ¹

¹ As of December 31, 2013, the amount of EUR 115,543 has been capitalised. The nominal of Term Deposit Placement amounted also to EUR 18,674,729.

3.4. Equities

The Foundation has invested in the following participations as of December 31, 2013:

Name	Acquisition cost in currency		Acquisition cost (EUR)		Valuation as of 31 Dec. 2013	
Laiterie du Berger	XOF	303,000,000	EUR	461,921	EUR	461,921
ABC Microfinance SAS (Babyloan)	EUR	205,766	EUR	205,765	EUR	164,500
TCX	USD	2,395,144	EUR	1,869,750	EUR	1,742,813
Grameen Danone Food	BDT	50,000,000	EUR	472,633	EUR	378,106
Phileol Madagascar	MGA	142,492,500	EUR	50,000	EUR	36,290
Chamroeun MF Ltd	KHR	824,978,000	EUR	260,247	EUR	253,022
Grameen CA Fund	EUR		EUR	31,000	EUR	31,000
UV + Solaire	EUR		EUR	51,030	EUR	51,030
Phare Performing	KHR	260,000,000	EUR	47,687	EUR	47,264
Biotropical	XAF	34,400,000	EUR	52,442	EUR	52,442
Sénégalaise des Filières Alimentaires (SFA)	XOF	93,500,000	EUR	142,540	EUR	142,540
TOTAL			EUR	3,645,015	EUR	3,360,928

3.5. Debt receivable

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at February 3, 2010, the Foundation, as shareholder of “La Laiterie du Berger”, has agreed to make an advance on current account (See point 1 below).

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at February 1, 2012, the Foundation, as shareholder of “Phileol Madagascar”, has agreed to make an advance on current account (See point 2 below).

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at December 5, 2012, the Foundation, as shareholder of “UV+ Solaire”, has agreed to make an advance on current account (See point 3 below).

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at November 16, 2013, the Foundation, as shareholder of “Phare Ponleu Selpak Association”, has agreed to make an advance on current account (See point 4 below).

	Name	Amount (in Currency)		Amount (EUR)		Value date	Income from debt receivable at closing date (in EUR)	
1	La Laiterie du Berger	XOF	40,000,000	EUR	60,979	15.02.11	EUR	9,421
	La Laiterie du Berger	XOF	63,000,000	EUR	96,043	10.06.11		
2	Phileol Madagascar	EUR	12,660	EUR	12,500	04.06.12	EUR	5,682
	Phileol Madagascar	EUR	12,500	EUR	12,500	31.07.12		
	Phileol Madagascar	EUR		EUR	25,000			
	Phileol Madagascar	EUR	8,500	EUR		13.08.12		
	Phileol Madagasdar	EUR	35,000	EUR	35,000	01.03.13		
	Phileol Madagasdar	EUR	2,969	EUR	2,969	30.06.13		
3	UV + Solaire	EUR	99,000	EUR	99,000	06.12.12	EUR	2,680
4	Phare Performing	USD	200,000	EUR	148,094	22.11.13	EUR	1,132
TOTAL				EUR	492,085		EUR	18,915

Note 04. OTHER DEBTORS

As of December 31, 2013, the debtors consist of:

Accrued Interest on Loans	EUR	213,537
Accrued Interest on Debts receivable	EUR	8,859
Accrued Interest on Deposit	EUR	387,243
Value added tax	EUR	12,741
Invoices issued to the Fund	EUR	332,314
Management fees invoiced to the Fund	EUR	219,980
Accrued income received from Credit Agricole S.A.	EUR	50,000
Others	EUR	4,853
Doubtful receivables	EUR	(552,294)
TOTAL	EUR	677,233

The Foundation has paid fees in the name of Grameen Credit Agricole Fund (the “Fund”) related to its constitution and the day-to-day management. At December 31, 2013, the Fund has neither capital from investors nor investment activities. Thus, the Foundation has the entire exposure of the Fund’s risks on all expenses and creditors. As at December 31, 2013, the total risk equals to the total liabilities, amounting to EUR 552,294. This amount has been recorded as doubtful receivables and are included in the caption “Depreciation on current assets” in the Surplus and Loss accounts.

Note 05. CASH AT BANK AND IN HAND

The foundation has opened a 1.5% yield savings book with EUR 3,882,858. It also has a EUR 435,426 balance on a special bank account dedicated to the grants provided by the French Development Agency (Agence française de développement). The available cash at bank amount to EUR 12,450.

As of December 31, 2013, the Foundation held a total EUR 4,330,734 of Cash at bank and in hand.

Note 06. GRANTS AND RESULT

This amount includes the initial grants from Crédit Agricole S.A. and Grameen Trust (ie: EUR 50,001,000.00) received by the Foundation as well as the result of the financial year (ie: EUR (954,925) and the surplus carried forward (ie : EUR 407,432).

Note 07. OTHER PROVISIONS

The provisions include a general warranty provision in order to cover guarantee claims arising in the course of the business. This warranty provision which amounts to EUR 156,018 (2012: 177,851) is calculated by applying a percentage (1%) to the total outstanding amount of the loans and of the guarantees. The impact on Profit & Loss has been classified on the caption "Value adjustments on financial assets".

Note 08. OTHER CREDITORS

As of December 31, 2013, the other creditors consist of:

Domiciliary fees	EUR	2,300
Custodian fees	EUR	39,200
Accounting fees	EUR	25,300
Tax declaration	EUR	4,129
Audit fees	EUR	4,140
Other	EUR	30,420
Charges to be paid on the behalf of the Fund	EUR	118,685
Salary provisions related to personnel seconded to the entity	EUR	121,026
TOTAL	EUR	345,200

These amounts are due in one year or less.

The charges to be paid on behalf of the Fund are provisions that the Foundation has recognized for the Fund that has, as at December 31, 2013, no investors.

Note 09. STAFF COSTS

Staff costs include salaries EUR 614,067, holiday pay EUR 8,038, premiums and bonuses EUR 56,303, transport indemnity EUR 3,544, catering fees for EUR 7,124, occupational medicine EUR 1,939 and Social security costs EUR 287,474. During the year ended 2013 the number of employees of the Foundation was 14 (Vs. 16 in 2012). In addition to the 14 employees, the Foundation had at its disposal 4 more external employees. The cost of the 4 external employees amounts to EUR 597,196 (note 10).

Note 10. OTHER EXTERNAL CHARGES

As of December 31, 2013, other external charges consist of:

Honoraries	EUR	151,576
Financial services	EUR	117,006
Charges on behalf of the Fund (note 8)	EUR	118,685
Real property rental	EUR	228,750
Journeys and business travel	EUR	248,290
External Personnel	EUR	597,196
Other charges	EUR	226,728
TOTAL	EUR	1,688,231

Note 11. INCOME FROM OTHER TRANSFERABLE SECURITIES AND FROM LOANS FORMING PART OF THE FIXED ASSETS

As of December 31, 2013, income from other transferable securities and from loans forming part of the fixed assets consists of:

Income from interest on loan	EUR	1,165,531
Income from interest on bonds	EUR	306,855
Income from setting up commissions on loans	EUR	58,665
Income from debts receivable	EUR	18,916
Income from participating interest	EUR	45,882
TOTAL	EUR	1,595,849

Note 12. OTHER FINANCIAL INCOME

As of December 31, 2013, other financial income consists of:

Cash interest received	EUR	4,859
Cash interest received / term deposit	EUR	408,271
Exchange gains	EUR	371
Grant from Crédit Agricole S.A.	EUR	50,000
Grant from Agence Française de Développement	EUR	4,575
Income from guarantees	EUR	16,970
Reinvoicing to the Fund	EUR	15,673
Management fees from the Fund	EUR	199,223
Other income	EUR	9,505
TOTAL	EUR	709,447

Note 13. OFF BALANCE

Loans signed undisbursed

As of December 31, 2013, loan agreements have been concluded with Coopec Sifa for an amount of XOF 100,000,000 (EUR 152,449) and with ACAD for an amount of USD 500,000 (EUR 363,822). They have not been drawn down yet.

Partially disbursed loans

Moreover, other loan agreements have been partially drawn down. The Foundation has still to issue the remaining amount to Mec Fadec and Asiena for an amount of XOF 50,000,000 (EUR 76,224) each, as well as to Reneca for an amount XOF 120,000,000 (EUR 182,938).

Guarantee

The Foundation provided the bank Standard Chartered Bank Indonesia with a loan guarantee for MBK Ventura for an amount of EUR 60,910, the BNI Madagascar with a loan guarantee for TIAYO for an amount of EUR 250,000 and the Development Finance Corporation of Ceylon (DFCC Bank) with a loan guarantee for an amount of EUR 200,000.

Other engagements

In accordance with the memorandum of understanding concluded with Durabilis July 25, 2013 and amended on January 13, 2014, the Foundation as shareholder of Sénégalaise des Filières Alimentaires (SFA) has agreed to advance to the company cash in current account for an amount of EUR 200,000. This amount has been drawn in the early 2014.

In accordance with the memorandum of understanding concluded with shareholders of Biotropical the December 29, 2013, the Foundation is committed to acquire from Investisseur & Partenaire pour le Développement (IPDEV) 630 shares at XOF 27,090,000 (EUR 41,298.44) and agreed to advance to the company cash in current account for an amount of XOF 115,500,000 (EUR 176,078.61) before the end of 2014. The agreement between IPDEV and the Foundation was signed in late 2013 and the transfer of shares scheduled for early 2014.

Note 14. CROSS-CURRENCY INTEREST RATE SWAP

As of December 31, 2013, the Foundation entered into cross-currency interest rate swap agreements to hedge the currency and the interest rate exposure on interest on loans. The cross-currency interest rate swap agreements outstanding consisted of:

Contrat	Nominal amount	Currency	Maturity date	Counterpart
Cross-Currency Interest Rate Swap	2,000,000,000	KHR	15.04.2014	TCX
	10,042,296,000	IDR	15.04.2014	TCX
	30,000,000	THB	15.10.2015	TCX
	20,000,000	THB	15.10.2014	TCX
	23,000,000	PHP	15.04.2014	TCX
	30,000,000	PHP	15.04.2014	TCX
	500,000	AZN	15.04.2014	TCX
	340,000	USD	15.04.2014	CACIB
	300,000	USD	15.10.2014	CACIB
	3,000,000	TJS	15.10.2015	TCX
	216,303,700	KES	16.10.2017	TCX
	5,775,053,924	IDR	17.03.2014	TCX
	7,100,000,000	IDR	15.10.2015	TCX
	489,500	AZN	15.10.2015	TCX
	500,000	AZN	15.10.2015	TCX
	3,000,000	TJS	15.10.2015	TCX
	5,000,000,000	KHR	15.04.2015	TCX
	1,500,000	TJS	15.10.2015	TCX
	350,000	AZN	15.10.2015	TCX
	1,250,000	USD	15.04.2015	CACIB
	400,000	AZN	15.04.2016	TCX
	400,000	AZN	15.04.2016	TCX
	12,500,000,000	IDR	15.10.2015	TCX
	1,500,000,000	KHR	15.04.2016	TCX
	1,000,000,000	KHR	15.04.2016	TCX
	6,000,000	TJS	15.10.2017	TCX
	2,900,000	TJS	15.10.2015	TCX

Note 15. ADVANCES AND LOANS GRANTED TO THE MEMBERS OF THE ADMINISTRATIVE, MANAGERIAL AND SUPERVISORY BODY

There were no advances or loans granted to management during the year-end December 31, 2013.

Note 16. SUBSEQUENT EVENTS

There were no significant events occurring after the Balance Sheet date, which could require revision or disclosure in the annual accounts.



CRÉDITS PHOTO :

Philippe Lissac

Crédit Agricole S.A./CAPA Pictures/ Nicolas Axel Rod

Crédit Agricole S.A./CAPA Pictures/Sanan Aleskerov

Crédit Agricole S.A./CAPA Pictures/Anne Ackermann

Thierry Ledoux

Lan Adrian

Didier Gentilhomme

CONCEPTION ET RÉALISATION :

GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
MICROFINANCE FOUNDATION

5 Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

www.grameen-credit-agricole.org